

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Il n'y a pas longtemps, c'était les mauvaises actions qui demandaient
à être justifiées, aujourd'hui ce sont les bonnes. » Albert Camus

N° **1652**

du 24 au 30 novembre 2011

Chômage à la hausse Grève à la baisse ?



M 02137 - 1652 - F: 2,50 €





Les prochains mois nous montreront à nouveau que les gouvernements, quels qu'ils soient, ne portent en eux aucune possibilité de sortie de crise. Après la fuite lâche et hypocrite de l'ignoble Berlusconi, l'Italie s'est doté d'un nouveau chef, un certain Mario Monti, économiste de profession. Après avoir enivré le populo avec des promesses de politicards, voilà qu'on essaie de l'endormir avec celles d'experts, de spécialistes, de docteur ès trucmuche. Une sorte de technocratie, tout aussi infantilissante, si ce n'est plus. Le pire, c'est que spécialiste ou pas, grand économiste ou pauvre plouc autoritaire, ils n'y pourront rien. Pieds et poings liés aux marchés qu'ils protègent et qui les portent au pouvoir, ils n'ont aucun intérêt à ce que la donne économique et sociale évolue vers davantage de justice et de dignité. Le « grand » Monti n'a d'ailleurs pas « délivré » son pays du plan d'austérité qui va le faire sombrer de plus en plus dans la misère sociale.

Nous parions également sur un scénario similaire en Espagne. À l'heure où l'on écrit ces quelques lignes, les élections législatives sont pour bientôt. La droite sera sûrement triomphante et, là encore, peu de chances que les choses bougent et que la porte de sortie se dessine à l'horizon. On pourrait même parier pour que ce soit pire, les élus de droite n'ayant jamais été connus pour leurs bienfaits à l'égard des travailleurs. Idem pour la France et ses proches échéances électorales qui, contrairement à l'Espagne, verront sans doute la gauche monter sur le trône. En revanche, comme chez notre voisin ibérique, on parie qu'on s'en prendra encore plein le buffet! Alors, on vote, ou on ne vote pas? On s'en fout, on se met en grève!

Actualité

Pâle emploi, par J.-P. Germain, page 3

Hélio Corbeil, acte II, par Jean-Louis, page 4

Météo syndicale, par T. Impétueux, page 4

Chronique néphrétique, page 5

Des brèves, un strip, page 6

Du nouveau dans les prisons, par Stéphane, page 7

Douze ans de Pacs, par P. Schindler, page 8

De l'austérité... et du reste, par E. Vilain, page 9

Entretien

Rencontre avec l'indignation américaine, page 12

International

L'austère santé des Grecs, par Moriel, page 14

Football et anarchisme, par Wally, page 15

Histoire

Il y a 75 ans... Durruti passait l'arme à gauche, par F. Aisa, page 16

Culture

Brassens, hors du temps, par L. Gharibian, page 17

Films iraniens, par H. Hurst, page 18

Des news de Munch, par P. Salcedo, page 19

Un nouveau polar exquis, par Paco, page 20

Mouvement

Louise Michel à l'honneur, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Pôle chômage

«LE CHÔMAGE EST LA PÉRIODE pendant laquelle une industrie est momentanément arrêtée. Le chômage peut être partiel ou total, local, national. Il se peut aussi qu'une usine, un atelier, une entreprise, une exploitation ne marchent qu'au « ralenti ». Ce moyen est souvent employé pour ne pas créer des troubles. Dans ce cas les ouvriers ne font plus qu'un certain nombre d'heures par jour et parfois, par roulement, ne travaillant que quelques jours par semaine. Le chômage c'est donc, pour l'ouvrier, l'arrêt forcé du travail. Le chômage tient à des causes multiples : incapacité du capitalisme à organiser la production d'une façon rationnelle, limitation du capital argent, mauvaise répartition des matières premières, spéculation sur celles-ci et sur les produits, afflux de main d'œuvre sur un point donné par voie d'immigration organisée par le patronat, fabrication intense de produits spécifiques et nouveaux dont l'offre arrive à dépasser la demande, sous-production des objets utiles, journées trop longues. Telles sont les causes générales et principales qui engendrent le chômage sous toutes ses formes et à toutes les époques. » Ainsi s'exprimait Pierre Besnard dans L'Encyclopédie anarchiste (1925-1934) à l'article « chômage ». Certes les choses sont plus compliquées aujourd'hui, entre autre, le problème de l'immigration... Pour autant les faits sont là multipliés à l'infini ou presque avec les délocalisations.

Quand il y a quelques années les pouvoirs publics procédèrent à la fusion de tous les organismes qui s'occupaient des chômeuses et chômeurs on pressentait le danger à venir¹.

Dans un premier temps les arguments avancés tournaient autour de l'efficacité dans le regroupement des efforts. La suite prouva que non et que la machine gouvernementale ne visait en fait à traquer celles et ceux qui étaient suspectés, à des degrés divers, d'être des « tire-au-flanc ».

Il y a un an des agents de Pôle Emploi (de quel drôle de cerveau est sortie cette appellation ?) inscrivaient sur leurs banderoles : « 38 % d'agences en moins = 1 800 emplois ». En fait c'est près de 18 000 postes qui se sont envolés en trois ans. Pour traiter correctement tous les cas sociaux, ça fait un peu court...

Dernièrement la dernière goutte d'eau a fait déborder le vase. Au bord de l'implosion ou de l'explosion, on ne sait. Celles et ceux de ce que l'on peut appeler maintenant « ex-ANPE » étaient en grève la semaine dernière. Dix pour cent des salariés auraient suivi le mouvement². Alors échec malgré tout le grain à moudre côté conditions de travail ? Pourtant écrasés par la charge de travail, les violences verbales et autres de la part de la population chômeuse qui les prend pour la cause de tous leurs maux, la coupe est pleine.

Mais comme il y a des décennies entre les employés de l'ANPE/Pôle emploi et le monde des privés de travail, il y a souvent peu



de différence. Chaque individu pouvant basculer d'un champ à l'autre... Vous avez dit sous-effectifs ? En voici un exemple parmi tant d'autres, comme le constate un militant du SNU (Syndicat national unitaire Pôle emploi) : « Ça craque de tous les côtés, les conditions de travail sont très tendues. On a des clash à l'accueil, des agents qui partent en pleurant en pleine journée... » Tristement les violences contre les personnels suivent la courbe du chômage. Un militant CGT de Lorraine en remet une louche : « De façon quasi automatique, la hausse de l'agressivité des usagers correspond à la dégradation du service rendu. On ne leur donne aucune réponse ! On ne prend plus le temps de faire notre travail. »

Pourtant sur internet tout semble aller comme dans le meilleur des mondes... Pendant ce temps le locataire de l'Élysée et son staff gouvernemental lancent la chasse aux « fraudeurs » (appelés « voleurs » !) de

tout poil. Tout en laissant entendre que le chômage est volontaire. Alors qu'il n'est pas besoin d'être sorti des grandes écoles pour comprendre que les problèmes (fraude sociale, déficit de la Sécurité sociale...) sont largement dus aux cotisations non versées par les patrons !

Jean-Pierre Germain

1. Il y avait l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et les Assedic (ASSociation pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce).

2. Nous y reviendrons. Quelques chiffres : Basse-Normandie 31 %, Lorraine 21 %, Aquitaine 20 %, Limousin et PACE 17 %.

Hélio Corbeil, la suite

POUR CELLES ET CEUX qui s'intéressent de près ou de loin à la reprise des outils de travail par les salariés, voici les suites de la liquidation judiciaire de l'imprimerie Hélio Corbeil à Corbeil-Essonnes (91)¹.

Une partie des salariés qui ont proposé de reprendre l'imprimerie en société coopérative et participative (Scop), a réussi à obtenir le 26 octobre un délai auprès du tribunal de commerce, afin de préparer un dossier de reprise.

Un projet complet et réaliste a été rédigé en un temps record avec l'aide de l'union régionale des Scop. La volonté des salariés, dont la plupart sont présents dans l'entreprise depuis plus de vingt ans, de mener ce projet jusqu'au bout est réel. En effet, l'effort financier qui est demandé à chaque futur membre de la Scop n'est pas anodin. La prime de licenciement que ceux-ci devaient toucher en cas de cessation d'activité doit être réinvestie dans la scop, et surtout chaque salarié doit apporter un mois et demi de salaire brut en complément, le reste du capital étant apporté par divers prêts de la région.

Mais les déclarations de l'initiateur CGT du projet à un journal laisse perplexe : « Le but pourrait être de créer une scop durant quelques années et

d'essayer de retrouver un repreneur par la suite. » Cela signifie demander aux salariés de sauver l'entreprise pour ensuite en faire cadeau à des capitalistes du même acabit que ceux qui les ont mis en difficulté.

D'autre part, l'arrivé comme un cheveu dans la soupe du « saigneur » Dassault, tel le sauveur habillé de blanc, qui propose de soulager la part des salariés en prenant en charge un mois de salaire brut de telle sorte qu'ils n'auraient plus « qu'à apporter » un demi-mois de salaire brut, n'inspire pas du tout confiance et fait craindre le pire.

Si les salariés ne prennent pas en charge leurs affaires eux-mêmes et laissent entrer le loup dans la bergerie, gageons qu'ils seront les dindons de la farce qui est actuellement en train de se mettre en place. Certes, l'effort financier qui leur est demandé risque d'en décourager et d'en écarter plus d'un, vu les temps de crise qui courent, mais ceux qui s'investiront dans le projet risquent fort de se retrouver à poil dans quelque temps.

Malgré tout ceci, le dossier présenté le 14 novembre n'a pas obtenu l'aval du tribunal, sous prétexte que l'offre de rachat présentée par les syndicats est trop basse. Deux cents mille euros, c'est ce qu'ils avaient pro-

posé, pour les machines et les 3,5 hectares de terrain. Le tribunal, ainsi que l'AGS (régime de garantie des salaires, à qui les salariés doivent également rembourser leurs congés de cette année), estiment les terrains de l'imprimerie à 8,9 millions d'euros, ce qui est le prix d'un terrain immobilier et pas industriel. Somme évidemment impossible à réunir pour les salariés. Le tribunal leur a donc donné deux mois de plus pour présenter un nouveau projet à la hausse.

Le plus étonnant dans cette affaire c'est que l'imprimerie n'est pas déficitaire et tourne plutôt bien. Elle est sacrifiée uniquement pour rembourser les déficits de la maison mère Circle Printers.

C'est révoltant de savoir que les travailleurs vont devoir se saigner à blanc pour « racheter » un outil de travail qui devrait de toute façon leur appartenir de droit.

Jean Louis

*Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste*

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1649.

Météo syndicale

NE DITES PAS À MA MÈRE que j'écris dans *Le Monde libertaire*, elle croit que je traduis les inédits de Georg Trakl, le poète allemand qui voyait la vie en noir. Certes nous n'allons pas sombrer dans le pessimisme ambiant, mais...

Sur le congrès de la Filpac CGT du monde de l'imprimerie, rien d'imprévu. Les syndicats parisiens, anciens barons du Livre, sont entre une pente douce et la peau de chagrin. Avec *France-Soir* et le projet patronal de suppression du support papier, on verra ce que vaut le maçon au pied du mur. Celles et ceux des papeteries (autrefois « les parents pauvres » de la fédération) ont plus de perspectives et de pugnacité que les susnommés. Les temps changent.

On nous rabâche, dans les médias aux ordres, que l'autogestion (une vieille (sic) idée anarchiste comme on disait dans la CFDT des années soixante-dix) c'est du passé. Tout juste bonne à faire des films/documents sur la grève de Lip ou à alimenter des écrits sur l'Espagne libertaire de 1936.



Or, voici que l'actualité nous apporte une brise chargée d'espoir. La compagnie maritime SeaFrance, qui assure le trafic entre Calais et Douvres, a vu sa liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de commerce, mais avec maintien de l'activité jusqu'au 28 janvier. Côté syndicats, ça se

bouge et principalement la CFDT (resurgie de ses cendres) veut profiter de ce répit pour trouver des sous pour financer un « projet de reprise par les salariés eux-mêmes ». Si ça ne s'appelle pas de l'autogestion, c'est que les mots n'ont plus de sens. On a bien compris le déroulement du film : la CGT est dubitative. Selon le délégué de la confédération de Montreuil, la chose est « difficile à mettre en œuvre dans le cadre d'une compagnie maritime ». Nous verrons bien ce que l'avenir nous dira.

Plus sombre est ce qui se passe à Peugeot qui marche à fond dans la moulinette de l'austérité. Après l'annonce en octobre d'un plan d'économie de 800 000 euros, PSA renchérit avec plus 6 000 emplois supprimés d'ici 2012. Illico le président de la République a convoqué « l'homme à la barre » pour qu'il lui explique les conditions de son plan social... Ça ressemble à la mise en marche d'un enfumage en règle ! Invertissons la tendance.

Torrent Impétueux

Chronique néphrétique

Comment supprimer les professeurs des disciplines artistiques des collèges dans le cadre de futurs plans d'austérité...

LA MANŒUVRE EST EN COURS, elle est habile, et vaut la peine d'être explicitée, car appliquée et applicable dans d'autres secteurs. Avant tout, séduire et flatter sa victime. Depuis deux ans a été instaurée une nouvelle épreuve aux brevets des collèges : l'histoire des arts.

Une épreuve qui apparaissait comme une opportunité de revalorisation des disciplines artistiques. Dans un premier temps, on semble en effet accorder plus d'importance à l'éducation musicale et aux arts plastiques : les élèves ont la carotte, ou le bâton, de l'épreuve en fin de troisième. Les professeurs doivent consacrer 50 % de leurs cours à l'histoire des arts, avec évaluation en fin de troisième. Pour lui en demander plus et lui laisser aiguiser l'arme... L'organisation de l'épreuve a été, pendant deux ans, librement mise en place par les équipes pédagogiques, au nom de l'autonomie des établissements.

Des syndicats réclamaient le cadrage national de l'épreuve, sous prétexte d'égalité des élèves devant l'épreuve, puisque les élèves n'avaient pas les mêmes modalités d'épreuve d'un collège à l'autre. Et puis il n'y a pas de Capes histoire des arts, ce n'est pas sérieux ! D'aucuns pensent qu'adultes, citoyens, enseignants et conscients, il est toutefois impensable et inadmissible que nous puissions avoir les capacités personnelles, le savoir et le talent d'organiser quoique ce soit dans l'intérêt de nos élèves, sans le secours d'une bureaucratie quelconque, ministérielle ou syndicale... Et le décret d'organisation de l'épreuve histoire des arts vient de tomber, avec des contraintes telles que ce sont les disciplines artistiques qui sont désormais en danger. Car on impose aux élèves de préparer cinq dossiers sur une œuvre ; ils seront interrogés sur l'un d'entre eux. Si c'est l'égalité qui prime, et afin de ne pas privilégier les enfants dont les parents sont aptes à les aider à la maison, ce travail doit être fait en cours. Les enseignants artistiques ont leurs élèves une heure par semaine. Le gonflement de l'épreuve d'histoire des arts ne peut se faire qu'au détriment de toute réelle pratique artistique, expression et créativité. Il est vrai que l'inventivité et l'autonomie des citoyens ne semble pas faire partie des vertus transmissibles dans l'Éducation nationale. Nous aurons donc des cours de musique et d'arts plastiques sans pratique, entièrement voués à l'histoire des arts. La pratique instrumentale est déjà inter-

dite en éducation musicale... Si vous voulez vous initier à la musique, payez !

Arme avec laquelle vous lui asséneriez le coup de grâce.

Pire : le jury qui évalue l'épreuve doit être constitué d'un professeur au choix de musique, arts plastiques, lettres ou histoire ayant préparé les élèves et d'un autre n'ayant pas participé à cette préparation, qui doit avoir connaissance des dossiers des élèves au moins cinq jours à l'avance... Donc nous pouvons avoir un jury, disons-le, clairement incompetent pour juger le travail réalisé par d'autres professeurs. Donc une évaluation peu fiable.

Je vous laisse imaginer la capacité d'un jury composé de deux personnes devant un élève qui présente un travail dont vous n'avez connaissance que depuis quelques jours... Personnellement, je n'ai aucune honte à dire que je ne suis pas capable d'analyser correctement certaines œuvres musicales, et pour peu que mon collègue jury soit dans le même cas... Nous évaluerons quoi ? (Mais peut-être est-ce cela que l'on veut nous entendre dire ? que nous sommes «incapables» de le faire.)

Nous ne sommes pas interchangeables, ni devant les élèves en cours, ni dans un jury. Nous voilà repartis dans l'épreuve bachotage, inégalitaire car privilégiant toujours les mêmes enfants, comme l'affirmaient certains inspecteurs, quelques jours encore avant le «cadrage». Inspecteurs qui se sont fait balader pendant des mois dans cette histoire, organisant une épreuve sur des bases désavouées par leur ministre. Le mépris est une étape, déstabilisante, utilisée ailleurs, comme à France Télécom. Il semble d'ailleurs que les jours des inspecteurs soient comptés... Le mode de fonctionnement infantilisant et méprisant semble être le modèle à répercuter du haut en bas de la pyramide Éducation nationale.

Et bientôt on nous dira que l'épreuve d'histoire des arts ne nécessite pas de professeurs d'arts, que les autres peuvent se partager la tâche, comme pour le B2i (acquis informatiques pris en charge par tous les profs). On aura réussi, au nom de l'art, à le supprimer des programmes. *Game over!*

Rodkol

Souscription

Pour poursuivre son œuvre de propagation des idées et propositions anarchistes, *Le Monde libertaire* a besoin de votre soutien !

Par votre don à la caisse de soutien au *Monde libertaire*, vous contribuez à la sauvegarde de notre journal, que ce soit dans sa forme imprimée ou électronique. À une époque où nos ennemis politiques et économiques ne ménagent pas leurs attaques, à une époque où, ici et ailleurs, les libertaires déploient d'immenses efforts pour, non seulement parer les coups, mais aussi gagner les consciences et construire des espaces de solidarité et d'action, chaque apport, si minime soit-il, sera utile à notre cause. D'avance, merci à toutes et à tous.

Pour nous soutenir, rendez-vous sur le site web du journal (www.monde-libertaire.fr) ou envoyez un chèque à l'ordre des Publications libertaires à l'adresse ci-dessous :

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Brèves de combat

Madame l'Europe est trop bonne

Menacé par les divergences entre partenaires européens, le programme d'aide alimentaire aux plus démunis restera en vigueur jusqu'en 2014, l'Allemagne ayant accepté de maintenir « temporairement » sa contribution financière.

Ça branle dans le manche ?

Premier exercice pour des réservistes, en cas de « très haute tension sociale » ! Quarante-vingts réservistes mobilisables en cas de crise de Vannes, du Mans ou de Rennes, ont été appelés par téléphone et ont dû se mobiliser en quelques heures pour rejoindre le terrain. Pour la première fois, un exercice militaire implique des réservistes, prêts à tout lâcher en quarante-huit heures pour rejoindre leur unité. Ce dispositif a fait l'objet d'un test grandeur nature au 2^e Rima du Mans. En face, ça s'organise ?

Jamais ils ne se fatiguent ?

En 2010, la droite populaire avait déjà proposé de revenir sur la loi Pasqua de 1993 qui conditionnait l'obtention de la nationalité française pour les enfants de parents étrangers, disposition supprimée en 1998 par la gauche. Cette proposition est retenue dans le projet électoral de Sarkozy. « Une personne née en France de parents étrangers qui souhaite acquérir la nationalité française devra, à sa majorité, en faire la demande écrite. »

Jamais ils ne se fatiguent (suite) ?

Et maintenant retour sur la contraception : la députée UMP B. Poletti a déposé une propo-

sition de loi étendant l'autorisation de délivrance de la contraception gratuite et sans autorisation aux mineures. Mais la secrétaire d'État à la famille, Nora Berra (surnommée la lobbyiste des labos par Act Up), s'y oppose. À quand la remise en question du droit à l'IVG pour plaire aux réacs ?

Jamais ils ne se fatiguent (encore) ?

Après la chasse aux pauvres, façon Sarkozy, la chasse aux malades est décrétée par François Fillon. Devant les députés UMP, il a jugé « raisonnable » d'instaurer une journée de carence pour les fonctionnaires en arrêt maladie, soit une journée au cours de laquelle le malade ne sera pas rémunéré par l'Assurance maladie...

Indignés relaxés

Onze Indignés poursuivis pour dégradation de biens publics (alors qu'ils avaient décollé une vitre du fourgon de police qui les embarquait), après une manifestation en septembre place de la Bourse à Paris, ont été relaxés par le tribunal correctionnel. La police aurait-elle eu peur du ridicule qui tue ?

Répression des mouvements sociaux

À Poitiers, la police et la mairie socialiste tentent d'annihiler toute tentative de lutte sortant des cadres préétablis. Une cinquantaine de personnes avait pour but d'occuper une grande maison bourgeoise vide au 144, avenue de Nantes pour un week-end. Des voisins « apeurés » ont appelé la police, les occupants se sont barricadés, mais les flics

ont procédé à la destruction de la barricade de fortune et à l'expulsion des occupants. Résultat des courses : 47 personnes en garde à vue dont cinq (connues de la police) longuement et placées sous contrôle judiciaire, application de la loi Estrosi-Ciotti dite « anti-bande », le tout nouveau joujou législatif qui permet, depuis 2010, de rendre n'importe qui responsable de presque n'importe quoi, dans le seul but de casser des gens qui s'organisent.

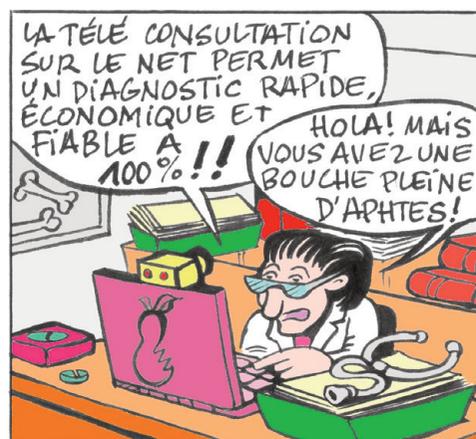
Non, ce n'est pas un polar...

La découverte d'une arme ayant servi à tuer neuf immigrés, entre 2000 et 2006 en Allemagne, a mis au jour un trio terroriste néonazi. Sur les trois suspects, deux se sont donné la mort et la troisième refuse de parler...

Les intégristes s'acharnent à Toulouse

Après le tapage causé par la pièce de Romeo Castellucci, un second spectacle arrive en France précédé par l'indignation (!) des intégristes catholiques qui crient à nouveau au blasphème et appellent à manifester et à prier dans la rue. Ils s'en prennent cette fois-ci à Golgota Picnic de l'Argentin Rodrigo Garcia, joué pour la première fois en France à Toulouse au Théâtre Garonne, avant le Théâtre du Rond-Point à Paris en décembre. Jean-Michel Ribes, directeur du Théâtre menacé depuis l'été, redoute plus que tout les tentatives d'intrusion dans le spectacle et qu'il ne connaisse le même sort que les locaux de Charlie Hebdo incendiés.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Avec la rage au cœur, l'espoir fait vivre !

IL FAUT BIEN JUSTIFIER sa fonction. Confrontée à une vague de suicides qui décime la population carcérale – 83 au cours des neuf premiers mois de l'année¹ –, l'administration pénitentiaire (APR) ne pouvait rester inactive. Ce n'est pas qu'en prison le suicide soit nouveau. Dans ces lieux qui demeurent « une honte pour la République », dixit nos sénateurs, le désespoir fauche dans le tas depuis toujours : automutilations, agressions entre détenus, morts cérébrales, morts volontaires...

Et depuis toujours, l'APR tâche d'y remédier. On préconisa d'abord cette vie au grand air qui vous requinque un type – Cayenne pour les adultes, Mettray pour les gosses –, des colonies pénitentiaires qui furent autant d'enfers philanthropiques. Progrès technologique aidant, on a essayé le téléviseur, pensant que cet objet phare de la civilisation des loisirs ne pouvait trouver meilleur public que la plus oisive des populations et lui faire oublier sa dégradation permanente. Ce n'était pas encore suffisant, alors on y a ajouté les neuroleptiques, drogues légales qui, dans les crânes prisonniers, chassent les idées noires et même toutes les autres. Dernièrement, on étreignit les fameux « kits anti-suicide » dont on entend moins parler depuis que des détenus, décidément incorrigibles, se suicident avec.

Un nouveau dispositif est testé depuis presque deux ans : les codétenus de soutien (CDS). Leur rôle consiste, après trente heures de formation dispensée par la Croix-Rouge, à détecter d'éventuels candidats au suicide parmi leurs compagnons de misère puis, sous réserve d'un accord de la direction, de les recevoir dans leur cellule pour tâcher de leur remonter le moral. Comme si la solidarité n'existait pas ! Chaque jour, en taule, des détenus qui ne se connaissent pas, se parlent et s'épaulent. Chaque jour, en taule, des mains tendues vers celui qui est tombé, l'aident à se relever. Chaque jour, en taule, des mots s'échangent pour consoler une peine, apaiser un tourment, comprendre une détresse. Chaque putain de jour.

Certes, cette fraternité élémentaire mais fragile ne peut pas tout. Parvenues à un paroxysme et passé le cap de l'indicible, certaines douleurs deviennent muettes. Celles-là sont souvent mortelles à l'homme qu'elles submergent, et cette constatation est valable de part et d'autre des hauts murs. Aussi, si l'APR croyait un tant soit peu à sa dernière trouvaille, elle la proposerait à la direction de

France Télécom ou à celle de Renault. Le désespoir que fabriquent en gros et en détail le capitalisme et l'État, n'explique qu'en partie les suicides. Ces décisions ultimes sont prises, hélas, en l'absence d'espaces de solidarité plus larges et mieux compris où la désespérance changée en révolte fonde les luttes collectives, et donne un sens à l'existence. Dira-t-on jamais assez que la résignation est un suicide quotidien ?

Si, pour le moment, on se supprime davantage en prison qu'ailleurs, c'est qu'on y fabrique plus de désespoir. Que l'administration pénitentiaire l'admette au lieu de bricoler ces pitoyables dispositifs dont le seul but, inavoué bien sûr, est de se délester, ne serait-ce qu'un peu, de sa responsabilité. Que la société dans son ensemble l'admette et elle devra se rendre à l'évidence que l'enfermement ne sert à rien sauf à amorcer des bombes à retardement, et elle verra que les vrais criminels, moins nombreux mais plus redoutables, sont ceux qui débitent de la misère à la chaîne et imposent le minimum à la multitude. Et ceux-là sont libres !

Il y a peu², un détenu de la maison d'arrêt de Fresnes dénonçait, dans ces pages, les fouilles intégrales pratiquées sans vergogne par le personnel pénitentiaire malgré de nouvelles dispositions législatives qui limitent et encadrent strictement cette pratique dégradante pour les détenus. Cette lettre courageuse – son auteur l'avait signée – s'achevait par un appel demandant au *Monde libertaire* et sans doute plus largement à la Fédération anarchiste, de dénoncer le scandale et d'intervenir afin qu'il cesse.

Le *Monde libertaire* sera toujours aux côtés des opprimés et des exploités pour relayer leurs colères et donner davantage d'écho à leurs luttes. Ces derniers pourront aussi compter sur les autres titres de la presse libre, sinon libertaire, qui leur fourniront d'utiles tribunes.

Il faut cependant préciser une chose. Organisés à la Fédération anarchiste ou ailleurs, les anarchistes n'ont pas pour habitude d'agir par procuration, encore moins par substitution. Nous nous placerons aux côtés, non en tête, des détenus en mouvement pour poursuivre ensemble le combat pour la liberté et l'abolition de ce cancer social qu'est la prison.

Quelques mois avant le courrier de ce prisonnier de Fresnes³, nous publions l'article d'un détenu de la centrale de Saint-Maur

appelant à la création d'un syndicat de prisonniers pour défendre leurs droits minces mais constamment bafoués⁴. Le détenu en question s'appelle Omar Top El Hadj. Évadé de la centrale de Moulins-Yzeure en compagnie de Christophe Khider, tous deux repris, il compte parmi les « longues peines » particulièrement surveillées. Or, en mai 2009, peu après la fin de sa cavale, Omar demandait publiquement à la ministre de la Justice, à l'époque Rachida Dati, d'être euthanasié car « sans la possibilité de parler à un ami et de le voir, sans contact humain, à quoi bon endurer ce calvaire plus longtemps ? »

En l'espace de deux ans, Omar Top El Hadj est passé du désespoir à la lutte, de la mort à la vie. Sa proposition est imparfaite ? Peut-être, mais elle définit un objectif : l'organisation des prisonniers par eux-mêmes pour l'amélioration maximale de leur condition. Tant de choses restent à faire dans les prisons ! La chose n'est pas facile, certes, et le chemin semé d'embûches et de dangers. Mais l'objectif assigné n'est pas inaccessible pour peu que, parmi les détenus, des éléments moteurs et opiniâtres s'attellent à la tâche.

L'exemple d'Omar Top El Hadj est à suivre. Et dans la stratégie que les prisonniers auront à cœur d'élaborer, on pourra compter sur l'appui actif des anarchistes, amoureux de la liberté – cette force de vie ! –, et ennemis de toutes les prisons – ces abattoirs de l'humanité !

Stéphane

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

1. Si toutefois l'on admet que, dans le nombre, ne se cachent pas quelques authentiques « bavures » maquillées en suicides.

2. Voir le *Monde libertaire* n° 1650 (10 au 16 novembre 2011).

3. Voir le *Monde libertaire* n° 1636 (19 au 25 mai 2011).

4. On peut s'interroger sur la pertinence de la forme juridique envisagée – ici, le syndicat – car il y a fort à parier que les syndicats de matons empêcheront, par des moyens que le pire des patrons n'oserait pas, l'organisation solidaire des taulards. Peut-être l'organisation en coordinations, intra et inter prisons, sera plus appropriée et permettrait des mouvements plus larges incluant, pourquoi pas, d'anciens détenus toujours combattifs ?

Douze ans de pacs

C'est reculer que d'être stationnaire



Le baiser de Klimt

IL Y A DOUZE ANS, le Pacs (Pacte civil de solidarité) était adopté en France. Nous autres militants libertaires étions partagés sur l'apparition de ce statut légal, car tout ce qui suggère la légalité à un anarchiste le fait a priori être méfiant. Cependant, face au combat des personnes LTGB (lesbiennes trans gays et bis) pour accéder aux mêmes droits que les autres individus, les articles et prises de positions favorables sur le sujet ont commencé à prendre place dans les colonnes du *Monde libertaire*, qui considérait que, face à l'obscurantisme homophobe qui régnait en maître en France, il y avait urgence à s'engager auprès des LTGB. Ce sentiment fut renforcé par la longue et âpre bataille qu'il fallut mener pour faire accepter ce statut, le 15 novembre 1999. Nous n'oublierons pas les lamentables propos et comportements des députés homophobes, et surtout l'image de Christine Boutin brandissant et citant la Bible pendant des heures dans l'hémicycle, avant le vote.

Si, douze années plus tard, le Pacs ne fait plus polémique et qu'il convient à beaucoup de couples – et ce, quelle que soit leur orientation sexuelle –, il n'en est pas de même avec le nouveau combat des LTGB concernant l'adoption et l'ouverture du mariage aux

couples de même sexe, comme cela se pratique déjà dans plusieurs pays de l'UE (même si, en tant que militants anarchistes, le mot mariage nous hérise les poils!). En Europe, sept pays accordent d'ores et déjà le mariage (Belgique, Islande, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède), huit accordent l'adoption conjointe et onze, l'adoption par le second parent. Mais, vu le renforcement des discours et manifestations réactionnaires et homophobes, il est fort à parier que l'adoption et le mariage ne sont pas pour demain en France. On aura donc encore le temps de nous diviser sur le sujet... (Personnellement, le Pacs, s'il était satisfaisant me suffirait bien, ne serait-ce que pour laisser à mon ami de quoi se retourner s'il m'arrivait quelque chose). Mais justement, en douze ans, à part coller rustine sur rustine sur ce statut qui n'en demandait pas tant, les personnes pacsées n'ont rien obtenu d'extraordinaire, sinon de pouvoir partager leur mutuelle ou de payer en commun leurs impôts. Des droits mineurs, en somme, comparés au statut matrimonial.

Or, les personnes LTGB considèrent qu'aujourd'hui tous les projets de couple et niveaux d'engagement de chaque statut proposé doivent être différents et qu'en fonction

de leurs philosophies de vie, elles doivent pouvoir opérer un choix entre des statuts bien distincts : concubinage, Pacs, voire mariage. Elles veulent également pouvoir sécuriser la situation de leurs familles et/ou avoir le droit d'adopter conjointement l'enfant de leur conjoint. Enfin, les lesbiennes, comme d'ailleurs toutes les femmes, mariées ou pas, doivent pouvoir bénéficier des traitements de fertilité (assistance médicale à la procréation). Étant donné la recrudescence d'agressions homophobes en France, il serait urgent et salutaire de considérer enfin les personnes LGBT comme des individus à part entière. Il reste un énorme travail d'information et d'éducation pour faire évoluer en profondeur les mentalités pour le respect des différences. Un combat d'émancipation auquel les anarchistes ne peuvent pas ne pas s'associer !

Patrick Schindler

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

Austérisons-nous ?

L'austérité, les *hedge funds*, les Indignés américains, et le bordel ambiant (2/2)



Éric Vilain

ON POURRA TOUJOURS DIRE que ceux qui aujourd'hui occupent Wall Street ont mis du temps à démarrer, il reste qu'ils posent assez bien le problème, faute de proposer de bonnes solutions. Ils affirment représenter les 99 % de la population qui ne se livrent pas à la surconsommation et qui accumulent l'essentiel des richesses du pays. C'est dire qu'ils affirment représenter quasiment toute la population du pays. Ils s'en prennent à l'extrême concentration des richesses effectuée par le sommet de la société et la dénoncent comme le point central de la politique américaine.

Jusqu'à présent, on considérait que la politique économique, les réductions d'impôts pour les riches, les subventions aux sociétés pharmaceutiques, la dérégulation financière, etc., étaient des choses trop compliquées pour les gens ordinaires. Désormais, il semble que le brouillard qui masquait ces réalités se soit levé, et c'est la légitimité même du capitalisme financier qui est en jeu. La question est de savoir si cette tendance va se pérenniser... et si elle débouchera sur un projet politique.

Les manifestants ont explicitement désigné Wall Street comme le cœur du capitalisme financier et comme leur ennemi. Ils ont accueilli dans leurs rangs les sans-abris, les exclus. En répétant le message « Nous sommes les 99 % », ils montrent que pratiquement tout le monde est la victime de la rapacité d'un très petit nombre.

Un organisme, le US Census Bureau, a établi qu'en 2011, 47 millions d'Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté; 19 millions vivent dans une extrême pauvreté. Et la situation va s'aggraver à l'avenir. Sont particulièrement victimes de cette situation les mères célibataires¹. Mais les chiffres officiels sont en dessous de la réalité. En effet, la détermination du seuil de pauvreté est calculée comme étant trois fois le budget minimal de nourriture tel qu'il a été défini en... 1959, et réajusté pour cause d'inflation dans le prix de la nourriture. Autrement dit, ne sont pas pris en compte les prix du logement, de l'essence, des transports, de la santé, qui ont augmenté beaucoup plus que le prix des produits alimentaires de base.

Prisonniers de la finance

Le problème est qu'une partie importante de la population des pays développés est maintenant enchaînée à la finance et à ses fluctuations. Avec les fonds de pension, par exemple, les gens modestes, les simples travailleurs deviennent parfois indirectement complices de leur propre licenciement. Ce n'est pas une formule de style.

En opposition au système de retraite par répartition, dans lequel les cotisants sont liés par des liens de solidarité et de mutualité (Proudhon n'est pas loin), les fonds de pension versent des retraites à leurs membres à partir des bénéfices réalisés avec le placement en bourse des sommes qui leur sont confiées. L'une des

activités des fonds de pension consiste à ce titre à acheter des sociétés, les restructurer (c'est-à-dire réduire les effectifs) et les revendre. Un salarié peut donc très bien travailler dans une entreprise achetée par son fonds de pension et être licencié par lui.

C'est dans cet esprit que George W. Bush a fait campagne en 2004. Le *Wall Street Journal* expliquait ainsi : « Plus les électeurs sont actionnaires, plus ils soutiennent les politiques économiques libérales associées aux républicains. [...] 58 % des Américains ont un investissement direct ou indirect dans les marchés financiers, contre 44 % il y a six ans. Or, à tous les niveaux de revenus, les investisseurs directs sont plus susceptibles de se déclarer républicains que les non-investisseurs². »

Le même raisonnement vaut évidemment dans tous les pays industrialisés. On devrait d'ailleurs cesser de parler de pays industrialisés : on a plutôt affaire à des sociétés spéculatives.

Il ne s'agit pas de « désindustrialisation » ni de « fin du prolétariat » : simplement, la plus-value réalisée par le capital dans l'industrie est devenue moins importante que celle qu'il réalise dans le secteur financier et spéculatif, ce qu'on peut appeler le « capitalisme virtuel ». Par capitalisme virtuel on entend un capitalisme dont les revenus ne sont plus fondés sur la production industrielle, mais sur la spéculation. Les moyens de communication modernes : téléphone, fax, réseaux informatiques, etc., ont démultiplié les moyens dont disposent aujourd'hui les spéculateurs.

Il est évident qu'à la base il y a une production industrielle ou des matières premières sur lesquelles on spéculé, c'est-à-dire quelque chose de concret qui est extrait, fabriqué, produit. Ce quelque chose de concret a une valeur qu'on peut, en gros, quantifier. Imaginons la valeur de tout ce qui existe sur la planète. Cette évaluation est possible. Par exemple la Bank for International Settlements estime (pour 2007) que le PIB de l'ensemble des pays de la planète est de 50 000 milliards de dollars. Le PIB (produit intérieur brut) est la valeur de tout ce qui est produit en un an. La valeur de l'ensemble des biens immobiliers de la planète serait de 75 000 milliards de dollars. Toutes les obligations et actions détenues sur la planète se monteraient à environ 100 000 milliards³. Le fondement matériel de ce sur quoi on peut spéculer représente donc en gros 225 000 milliards de dollars. Pour les capitalistes, ce n'est pas suffisant. Gagner de l'argent, posséder de la richesse n'est pas suffisant. Il faut en avoir plus. C'est ce qui explique qu'une entreprise qui est déjà florissante licencie, délocalise, pour en gagner encore plus. Derrière ces choix se trouvent des actionnaires ; ce sont eux qui en veulent plus. Ainsi un groupe financier s'abat-il sur une société qui vaut, disons 1 000 ; restructure, puis la revend 1 200. Jusqu'au prochain prédateur qui va encore restructurer pour la revendre 1 300. Cette augmentation de valeur est artificielle, elle n'est fondée sur rien. C'est ce qui explique que si la totalité de ce qui peut être évalué sur la planète vaut 225 000 milliards de dollars, le montant total des produits dérivés s'élève à 681 000 milliards de dollars, selon la Bank for International Settlements. Autrement dit, il y a sur la planète « quelque chose » de complètement irréel, virtuel, factice, artificiel, qui vaut 456 000 milliards de dollars, mais qui ne repose sur rien. Ce sont des valeurs qui ne reposent sur rien de concret, qui ne reposent que sur une chose : il y a des gens qui pensent que tout cela est vrai.

Mais que sont les produits dérivés ?

On peut dire qu'ils sont l'expression de l'inventivité humaine. Littéralement, ce sont des produits dérivés de titres (actions, obligations, assignats, etc.). À l'origine, il y a des actifs réels, tels que : immeubles, usines, entreprises commerciales, mines, en somme tout ce qui est réel, peut se vendre et qui produit des profits.

Ces actifs servent à l'émission de titres dont la valeur peut fluctuer, et sur lesquels il y a spéculation. La question « pourquoi spéculer-t-on sur tels titres et pas sur d'autres ? » relève d'une problématique qui n'est pas abordée ici : mode, irrationalité, engouement collectif, mais qu'il faut se borner à constater.

La valeur de certains titres peut atteindre des hauteurs totalement détachées de la valeur réelle des actifs auxquels ils correspondent. Le spéculateur se contente d'observer que tel titre monte, et il l'achète, mais il a monté parce qu'auparavant d'autres ont constaté qu'il montait. On sait qu'à un moment donné, imprévisi-



ble, il va s'effondrer, le tout est de le revendre avant.

On sait que dans la spéculation il y a un risque. On a donc inventé des techniques pour limiter ce risque, mais en même temps pour accroître le champ de la spéculation, c'est-à-dire faire encore plus d'argent.

La réduction du risque consiste à spéculer non plus sur un titre intervenant sur le marché, mais sur plusieurs intervenants qui sont en rapport. Par exemple, un industriel veut se prémunir contre les fluctuations en hausse des cours de certaines matières premières et les achète au prix d'aujourd'hui alors qu'il ne les utilisera que plus tard. De même, un fermier, pour se prémunir d'une éventuelle baisse des prix, vend sa récolte à terme, au prix d'aujourd'hui.

Un spéculateur, intermédiaire entre l'acheteur et le vendeur, pourra, lui, miser sur la baisse des cours des matières premières de l'industriel, ou sur la hausse des cours de la récolte du fermier. Ce sont les marchés à terme, nés à la fin du siècle dernier. Aujourd'hui, des systèmes plus compliqués interviennent.

– Le contrat à terme (en anglais, *futures*). C'est un engagement pris, sur un marché organisé, pour acheter ou vendre à un prix convenu, un produit ou un instrument financier : matière première, métaux précieux, actions, obligations, devises.

– L'option. Prime donnant le droit d'acheter ou de vendre un actif dans certains délais à un prix fixé d'avance. L'option est fondée sur un pari quant aux variations de prix de cet actif.

– Le contrat d'échange (en anglais, *swap*). Deux sociétés échangent le coût d'une dette à taux fixe contre celui d'une dette à taux variable, ou des montants libellés en deux monnaies différentes dans un délai déterminé. Le contrat d'échange permet à deux intervenants de se

couvrir contre les fluctuations du marché.

Ces produits dérivés ont commencé à prendre un essor à partir des années soixante-dix, avec l'apparition des taux de change flottants, qui ont abouti à une flambée des prix du pétrole et d'autres matières premières, ce qui a incité certains à se prémunir contre ces fluctuations, et d'autres à en profiter...

Spéculation, produits dérivés et juteux profits

La baisse relative de l'activité productive et des taux de profit tirés de cette activité incite de plus en plus les banques à s'intéresser au marché financier – taux de change, produits dérivés, gestion d'actifs –, qui s'accompagnent de commissions juteuses. Ainsi, les deux tiers des résultats nets de la Société Générale en 1994 proviennent de telles activités. Une banque new-yorkaise, la Bankers Trust, tire 75 % de ses revenus des produits dérivés.

Pour compliquer le jeu, mais aussi pour diminuer le risque, on fait des panachages de produits – des dérivés hybrides – ayant des niveaux de risque différents, mais qui ont des rapports de plus en plus lointains avec les actifs auxquels ils correspondent. Les banques peuvent ainsi proposer des produits financiers sur mesure, si par exemple on s'intéresse à la fois aux tulipes, à la recherche pétrolière dans les eaux territoriales de Timor-Est et aux fluctuations de la bourse de Hong-Kong. Évidemment, plus le produit est compliqué, plus les commissions de la banque sont élevées. Un spéculateur américain, George Soros, a ainsi pu récolter un milliard de dollars lors de la crise monétaire de septembre 1992.

Créés à l'origine pour diminuer le risque, les produits dérivés en réalité l'accroissent, en affaiblissant le système économique, en dérégulant les marchés, en détruisant l'économie

réelle. Quelques «dysfonctionnements» sont révélateurs : le groupe allemand Metallgesellschaft perd 1,3 milliard de dollars en 1993 parce qu'un courtier de la filiale américaine fait une erreur d'évaluation et cherche à se couvrir contre les fluctuations des prix du pétrole. Un cadre supérieur japonais fait perdre 128 millions de dollars à la Nippon Steel Company (il se suicide). Un courtier en produits dérivés, au Chili, perd 207 millions de dollars en spéculant avec l'argent public sur le cuivre (il ne se suicide pas). Il y a aussi l'affaire de la banque Barings. D'innombrables sociétés ont perdu des sommes énormes dans les produits dérivés : Procter and Gamble, Cargill, Mead, Gibson Greetings.

«Un principe de base du marché des dérivés est qu'il s'agit d'un jeu à somme nulle : dans le domaine des futures, des options et des swaps, les bénéfices des uns ne peuvent être couverts que par les pertes des autres. Tout fonctionne sur la base de "contreparties". Or comment trouver des contreparties aux nombreux dérivés hybrides, exotiques et sur mesure, sinon par une chasse effrénée au gogo?⁴»

La spéculation ne produit aucune valeur par elle-même, elle ne dégage d'énormes profits que par le consensus des innombrables opérateurs qui, par conviction ou par cynisme, jouent le jeu. En dernière analyse, elle est effectivement une énorme pompe aspirante de fonds.

Le deuxième plan de rigueur à la Fillon

On veut nous faire croire que les règles qui régissent le système capitaliste sont des lois de la nature auxquelles il faut se plier, et contre lesquelles on ne peut rien faire. Une telle attitude, propre aux libéraux, vise à ôter toute marge de manœuvre au pouvoir politique, à détourner les populations de toute velléité de changer l'ordre des choses.

Ce sont bien des hommes et des femmes en chair et en os qui ont produit le merdier que nous connaissons aujourd'hui, mais qui entendent faire payer aux populations les conséquences de leur folie de profits et de leur rapine.

Ainsi, Fillon a-t-il annoncé le 7 novembre son deuxième plan de rigueur en trois mois, qui exige un effort supplémentaire de 7 milliards d'euros dès 2012, et 17,4 milliards sur la période 2012-2016. Fillon explique qu'il faut économiser 100 milliards pour parvenir à l'équilibre en 2016 :

– **Réforme des retraites.** La mise en application de la réforme des retraites sera avancée d'un an, à 2017, afin que le pays puisse «améliorer sa compétitivité», dit Fillon, ce qui signifie que les générations nées entre 1952 et 1956 vont devoir faire «quelques mois d'activité supplémentaire», ce qui permettra de «diminuer de plus de 4,4 milliards d'euros les déficits cumulés des régimes de retraite entre 2012 et 2016».

– **Niches fiscales.** Fin du dispositif Scellier. Ce dispositif, destiné à ceux qui achètent et louent des logements neufs pour bénéficier de réductions d'impôt, sera notamment supprimé. Le prêt à taux zéro sera «recentré pour en limiter le coût». Le crédit d'impôt développement durable subira «un rabot supplémentaire de 20 %».

Cependant, les allègements de charges pour les bas salaires et pour la défiscalisation des heures supplémentaires ne seront pas touchés.

– **Le taux de TVA réduit passe de 5,5 à 7 %.** Le taux de la TVA réduite est relevé de 5,5 % à 7 % «sur tous les produits et les services à l'exception des produits de première nécessité, notamment l'alimentation». L'hôtellerie et les fast-foods sont également concernés. Les équipements pour les personnes handicapées ne seront pas concernés. Ce relèvement va concerner le taux réduit dans la restauration, qui avait été ramené de 19,6 à 5,5 % le 1^{er} juillet 2009.

– **Impôts sur le revenu et ISF gelés.** François Fillon a annoncé le gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune (ISF) en 2012 et 2013 au niveau de 2011.

– **Impôts sur les sociétés.** Majoration de 5 % pour les grands groupes dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros de chiffre d'affaires.

– **Prestations sociales.** Revalorisation gelée à 1 % pour 2012-2013. Les minima sociaux et les prestations qui constituent des revenus de remplacement ne sont pas concernés par cette mesure. «Les pensions de retraite, le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation adulte handicapé (AAH), l'allocation de solidarité spécifique (ASS) versée aux chômeurs en fin de droits, le minimum-vieillesse destiné aux retraités les plus modestes resteront revalorisés selon les règles actuelles, c'est-à-dire en tenant compte à la fois de la croissance et de l'inflation», a assuré François Fillon.

– **Revenus travail/capital.** François Fillon a annoncé le relèvement du prélèvement libératoire forfaitaire de 19 à 24 % pour réduire l'écart de taxation entre les revenus du travail et du capital. Le prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) permet à un contribuable de s'acquitter de l'impôt dû sur les revenus des placements bancaires (bons du Trésor, intérêts d'assurance-vie, etc.).

– **Assurance maladie.** Progression des dépenses ramenée à 2,5 % en 2012, au lieu des 2,8 % prévus initialement.

– **Les partis politiques, l'État et les dirigeants de grandes entreprises sont appelés à montrer l'exemple.** Baisse des remboursements aux partis politiques. Le plafond des dépenses de campagnes électorales prises en charge sera réduit de 5 %. *Idem* pour les aides aux dépenses politiques, qui étaient restées stables en 2010 et 2011. Gel du salaire du président de la République et des ministres. Ces salaires seront gelés jusqu'au retour à l'équilibre strict des finances publiques, a promis le Premier ministre. On se souvient qu'à l'automne 2007, la hausse de 170 % de la rémunération du chef de l'État (qui était passée de 7 000 à 19 000 euros) avait suscité un certain émoi. Les dirigeants des grandes entreprises sont également rappelés à l'ordre : «J'appelle les dirigeants des grandes entreprises, en particulier des entreprises du Cac 40, à faire exactement la même chose.»

Toutes les mesures prises par les gouvernements européens visent à contraindre les populations à se serrer encore plus la ceinture, sans ponctionner de manière sensible les revenus des

riches, sans remettre en cause la fiscalité incroyablement basse dont bénéficient les grandes sociétés, et surtout sans prendre aucune mesure contre le fondement spéculatif du système capitaliste actuel. Lorsque l'Europe a injecté 750 milliards d'euros dans la fournaise de la spéculation, en mai dernier, les actionnaires de la Société Générale furent rassurés : le 10 mai, la valeur de l'action a augmenté de 23,89 %. Significativement, Sarkozy annonçait qu'il supprimait le programme d'aide de 150 euros aux familles en difficulté. De plus en plus de personnes se rendent compte que le pouvoir politique s'aligne systématiquement sur les intérêts des actionnaires, pas sur ceux de la population laborieuse.

Une fois n'est pas coutume, nous ne pouvons que donner raison à Karl Marx lorsqu'il dit que «le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière» (Le Manifeste communiste).

On peut aussi citer Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie : «Les 1 % qui se trouvent au sommet ont les meilleures maisons, les meilleurs docteurs et le meilleur style de vie, mais il y a une chose que l'argent ne semble pas avoir achetée : la compréhension que leur sort est lié à la manière dont les autres 99 % vivent. A travers l'histoire, c'est une chose que les 1 % du sommet apprennent à l'occasion. Trop tard.»

É. V.

1. C'est un point qui a été étudié par la sociologue Andrée Michel, qui souligne que la pauvreté frappera particulièrement les mères célibataires. Andrée Michel a souvent été interviewée sur Radio libertaire.

2. Claudia Deane et Dan Balz, «"Investor Class" Gains Political Clout», *The Wall Street Journal Europe*, 28 octobre 2003.

3. Le seul marché des CDS (*Credit Default Swap*) est estimé à plus de 62 000 milliards de dollars. (Un *Credit Default Swap* est un contrat dérivé de produit, c'est un échange – swap – entre deux contreparties. L'un est l'«acheteur» ou «payeur à taux fixe» qui s'oblige à des paiements périodiques au «vendeur» ou «payeur à taux variable» en échange d'un droit à un paiement s'il y a une défaillance concernant un tiers.) En ce qui concerne les principales banques dans le monde, le total des produits dérivés inscrits dans leur compte pourrait avoir atteint à la fin 2007 140 000 milliards de dollars.

4. Ibrahim Warde, «Dérive spéculative», *Manière de voir* n° 28, édité par *Le Monde diplomatique*, p. 41.

Occupy Wall Street !

Occupy Oakland !

Grâce au canal de diffusion *Article 11* (www.article11.info), un entretien avec Ken Knabb, traduit par Serge Quadrupani, nous est parvenu. Nous pouvons ainsi vous transmettre une information sur ce qui se passe actuellement aux États-Unis. Pour ceux qui ne connaissent pas Ken Knabb, rappelons qu'il participa au mouvement pour les droits civiques et qu'il fut un grand diffuseur des textes situationnistes. La plupart de ses écrits traduits en français ont été publiés dans *Secrets publics : escarmouches choisies*, éditions Sulliver.

Que s'est-il passé le mercredi 2 novembre ?

Ken Knabb : Durant la journée, plus de 50 000 personnes sont passées par la Frank Ogawa Plaza (lieu où s'est installé Occupy Oakland depuis trois semaines), certaines par simple curiosité, mais la majeure partie manifestant une vive sympathie pour le mouvement. Entre 20 000 et 30 000 personnes ont pris part aux marches vers le port (il y a eu deux marches séparées, l'une commençant à 16 heures, la seconde à 17 heures), qui a été bloqué jusqu'au lendemain. Durant la journée, il y a aussi eu plusieurs petites marches dans les quartiers proches pour faire des blocages ou tenir des piquets devant des bâtiments (notamment des banques) ; à ces occasions, un petit nombre de personnes ont provoqué un peu de casse. Enfin, tard dans la soirée, des gens ont occupé un immeuble vide des environs – dans le but de le transformer en bibliothèque et lieu de rencontre de Occupy Oakland. La police a attaqué, a pris l'immeuble, et a arrêté environ 100 personnes – dont beaucoup n'étaient pas impliquées.

Y a-t-il des dissensions internes au sujet de la casse des vitrines ?

Ken Knabb : Le « vandalisme », ainsi que les actes de quelques dizaines de personnes tentant d'édifier des barricades dans la rue, ont provoqué un large débat à l'intérieur du mouvement. Une grande majorité des manifestants estime que de telles pratiques ne sont pas avisées, qu'elles ne réalisent rien, qu'elles sont dans certains cas l'œuvre de provocateurs et que, dans tous les cas, elles semblent avoir le même résultat que si elles étaient l'œuvre de provocateurs (discréditer le mouvement, distraire l'attention d'actions en cours beaucoup plus significatives). En même temps, beaucoup de gens ont de la sympathie pour les émotions qui sont derrière de telles actions et ne souhaitent pas dénoncer en tant que telle la simple destruc-

tion des biens. Ils ne sont donc pas très sûrs de ce qu'il faut faire.

Est-ce que le campement perdure ? Combien de personnes sont impliquées de manière permanente ?

Ken Knabb : À Oakland, des assemblées générales se tiennent presque chaque jour, et Occupy Oakland est plus vaste que jamais. Le campement a été rétabli moins de 48 heures après sa destruction par la police (le 25 octobre). Il y a peut-être deux cents personnes qui y vivent en permanence. Beaucoup d'autres viennent en visite, interviennent aux assemblées ou participent de diverses manières.

Comment analyses-tu la composition sociale du mouvement ? Y a-t-il un noyau qu'on peut situer socialement ?

Ken Knabb : C'est très varié. Occupy Oakland comporte peut-être 50 % de Noirs et de Latinos, alors que des occupations dans d'autres régions du pays peuvent être principalement le fait de Blancs. Certaines occupations sont avant tout le fait de gens très pauvres, de SDF, etc., d'autres incluent des employés. Il est certain que les jeunes précaires sont parmi les participants les plus nombreux.

En France, on ne se rend pas compte de l'importance et de la profondeur du mouvement. Peux-tu nous dire où il en est aujourd'hui dans l'ensemble des États-Unis ?

Ken Knabb : Il y a des occupations effectives dans plusieurs centaines de villes et des occupations en projets dans mille autres, y compris dans des régions considérées comme plutôt réactionnaires. Ces occupations rassemblent de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes, mais elles sont aussi soutenues par des centaines d'autres qui apportent de la nourriture, du matériel, etc., et qui prennent part aux assemblées et aux manifestations. Ce mouvement ne cesse de grandir. Les mois d'hiver pourraient rendre les choses plus difficiles, mais les occupa-

tions vont certainement continuer, même si elles devront, dans certaines régions, se déplacer dans des bâtiments. Il y a un esprit et une détermination qui font penser au mouvement des droits civiques il y a cinquante ans : peu importe le harcèlement de la police, nous sommes en train de gagner. Nos opposants réagissent, mais ne comprennent pas du tout ce qui arrive. Ils ne comprennent pas qu'il ne s'agit pas d'une série de protestations, mais d'un mouvement. Et au risque de sembler extravagant, je dirais que c'est le début d'un mouvement implicitement révolutionnaire.

Peux-tu nous donner une idée de ce qui est discuté dans les assemblées ou en dehors des assemblées, des idées générales qui circulent ?

Ken Knabb : Les gens discutent de toutes sortes de choses. Par-dessus tout : 1° de questions pratiques particulières concernant les occupations. C'est-à-dire comment s'organiser pour les tentes, la nourriture, le reste du matériel ; comment organiser les assemblées (généralement avec un facilitateur, avec consensus, ou « consensus modifié » : le soutien de 90 % de l'assemblée est nécessaire pour passer une proposition) ; comment réagir face à la répression ou harcèlement policier ; comment réagir face aux exigences de la municipalité sur le respect de différents règlements, etc. 2° des questions externes de politique : est-ce qu'il faut manifester ou tenir des piquets devant telle banque ou telle entreprise, est-ce qu'il faut intervenir en soutien sur certaines questions (concernant l'économie, les SDF ou les prisonniers, l'environnement, les guerres et une centaine d'autres questions) ?

L'idée d'une autre société possible se précise-t-elle ? Des propositions sont-elles avancées sur les moyens d'y arriver ?

Ken Knabb : L'idée d'un autre type de société est implicite dans tout cela. La plupart du

temps, les gens n'en parlent pas parce qu'ils comprennent qu'il est beaucoup plus important de prêter attention à ce qu'ils font maintenant. Ils saisissent que ce processus est la partie principale de toute solution ultime. Selon moi, il est à peu près sans importance que les gens disent qu'ils sont pour ou contre le «capitalisme» ou «l'État»; il est beaucoup plus important qu'ils soient dès maintenant engagés dans un processus non hiérarchique et non capitaliste. Je crois qu'ils développeront ainsi des projets bien plus efficaces que s'ils se préoccupaient de débattre entre diverses nuances du radicalisme.

Le reste de la population est-il hostile, indifférent ou sympathisant ?

Ken Knabb : Une bonne partie du reste de la population se montre relativement sympathisante, en partie parce que – justement – la plupart des occupations évitent la rhétorique radicale (Oakland est un peu exceptionnel à cet égard), se présentant plutôt comme une façon simple et de bon sens de s'attaquer à des problèmes dont chacun a conscience, d'une manière qui correspond bien aux premières traditions américaines (se rassembler dans des assemblées de ville pour débattre de ce qui peut être fait pour résoudre divers problèmes pratiques). Presque tous ceux que je connais éprouvent beaucoup de sympathie pour le mouvement, même s'ils n'ont pas encore commencé à y participer.

D'après ce que j'ai compris, les médias ont d'abord été hostiles ou indifférents, mais une certaine sympathie s'y exprime maintenant. Qu'en est-il exactement ? Et quelle est l'attitude du mouvement vis-à-vis des médias ?

Ken Knabb : Il cherche surtout à construire ses propres canaux. De façon générale, les médias restent relativement hostiles, mais le mouvement est si étendu et suscite tant de sympathie qu'ils sont obligés de ne pas trop le montrer. Quant à l'attitude des occupations envers les médias, elle varie. Certaines les rejettent, d'autres s'efforcent d'être amicales, d'accueillir les médias et de leur organiser des visites. Il faut surtout souligner que ce mouvement ne dépend plus des médias dominants parce qu'il s'est d'abord répandu par le moyen de médias interactifs, participatifs, tels que les sites web, les blogues, les courriels, Facebook, Twitter, les vidéos YouTube, etc. De même, une grande partie de la population s'informe sur le sujet à partir des vidéos qui circulent sur le web ou via Facebook.

Es-tu heureux comme en 1968 ? Ou comme dans d'autres grands moments de rupture que tu as pu vivre ?

Ken Knabb : Ces six dernières semaines ont été de loin les jours les plus heureux de ma vie ! J'ai vécu tous les événements des années 1960, mais rien de ce qui s'est déroulé alors



n'est comparable à ce qui est en train de se passer ici et maintenant. La propagation de ce mouvement a été absolument stupéfiante, cela dépasse mes rêves les plus fous. Chaque jour, il y a des développements nouveaux et étonnants, la plupart positifs. Par exemple, ce matin même, un énorme rassemblement s'est tenu à l'université de Berkeley, suite à quelques violences policières sur le campus hier soir, et les étudiants parlent déjà de la possibilité d'une grève dans les universités...

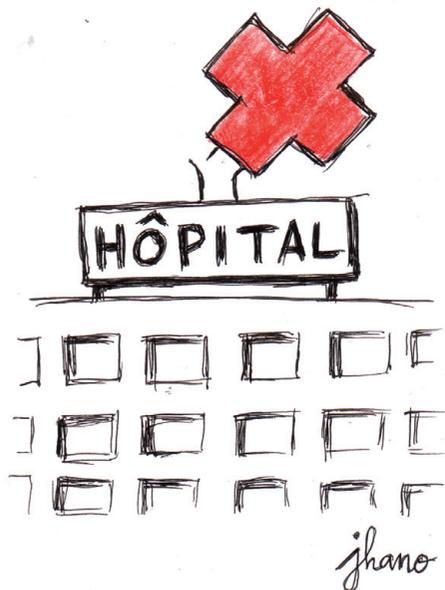
La référence aux mouvements arabes est-elle présente ?

Ken Knabb : Bien sûr, le Printemps arabe est vu comme l'une des inspirations majeures,

ainsi que certaines des occupations menées en Europe, notamment en Grèce et en Espagne. Mais le mouvement s'appuie principalement sur ses propres expériences : l'exemple d'une occupation conduite dans une ville américaine, une fois propagé presque instantanément via Facebook et YouTube, peut être imité dans cent autres. Cela concerne aussi bien les slogans et les pancartes, qui font preuve d'une créativité comparable aux graffitis de mai 1968, que les tactiques et stratégies.

Tragédie grecque

La santé des Hellènes en crise



LE RÉCENT REMPLACEMENT de Georgios Papandréou par Lucas Papademos au poste de Premier ministre du gouvernement grec illustre de manière éclatante la main mise grandissante de la finance européenne sur les États mauvais élèves de la zone euro. Papadémos, comme son comparse l'Italien Mario Monti, tous deux anciens employés de la Banque centrale européenne (BCE), est sommé par ses patrons de mener jusqu'à son terme le plan de démantèlement de l'état social grec et de faire payer par le peuple, accusé de tricherie et des pires maux ¹, l'ardoise contractée par les gouvernements successifs auprès des marchés rapaces. Baisse des salaires et des retraites (jusqu'à 30 % en moins!), augmentation des taxes (100 % d'augmentation du coût de l'essence et du fioul, 50 % sur l'électricité et le gaz!), avec entre autres conséquences la fermeture de 30 % des quelque 165 000 commerces d'Athènes et l'explosion du chômage : voilà la réalité de ce plan d'austérité, jugé nécessaire, difficile, mais juste par nos éminents commentateurs. La baisse de l'activité commerciale et industrielle due à ces coupes réglées entraîne mécaniquement la diminution des rentrées fiscales escomptées et censées permettre le remboursement de la dette. Le remède est pire que le mal ! Quels sont les conséquences de ce terrible plan d'ajustement structurel pour la santé de la population grecque ? C'est le sujet d'un excellent article paru le 22 octobre dernier dans la revue médicale anglaise *The Lancet*, une des plus prestigieuses et des plus reconnues dans son domaine : à côté de publications purement scientifiques, cette revue publie régulièrement des articles ayant trait aux aspects sociaux et politiques de la santé, comme par exemple les

conséquences pour la population de la guerre en Irak ou la situation sanitaire en Palestine. Les auteurs de cet article ² ont mené une enquête en 2009, alors que la crise venait de s'installer de manière durable et effective. Ils ont questionné plus de 15 000 Grecs, selon une méthodologie rigoureuse et scientifique, et ont comparé les résultats de cette enquête avec ceux d'une enquête analogue menée en 2007, avant l'éclatement de la crise de la dette. Ils ont aussi consulté les données rapportées par les organisations non gouvernementales, les rapports médicaux grecs et européens et les données de différents observatoires de santé.

Que nous montre cette enquête ? Tout d'abord, une augmentation de 15 %, entre 2007 et 2009, du nombre de Grecs qui renoncent aux soins médicaux ou dentaires, pas uniquement pour des raisons de coûts, mais aussi pour des raisons d'allongement des délais d'attente liés à la demande plus élevée et la diminution de l'offre de soins. Les réductions budgétaires, atteignant 40 %, affectent profondément le fonctionnement des hôpitaux, ce qui se traduit par des suppressions de postes, et des conditions de prise en charge de plus en plus difficiles. Ces difficultés n'épargnent pas non plus le secteur privé, bien que celui-ci ne soit pas aussi développé qu'en France. Et malgré cela, il y a eu une augmentation des admissions à l'hôpital, qui traduit un état de santé général dégradé, en rapport direct avec la crise économique. À la question « que pensez-vous de votre état de santé ? », il y a une augmentation de 14 % des réponses pessimistes entre 2007 et 2009. Le taux de suicide, qui traditionnellement en Grèce est plus bas

qu'en Europe du Nord, a bondi et augmenté de plus de 25 % en deux ans, et même plus 40 % au premier semestre 2011 par rapport à la même période en 2010, selon les chiffres du ministère grec de la santé. Ces données, encore une fois, nous rappellent le lien très étroit qui relie l'état de santé d'une population à ses conditions d'existence.

Dans une société en proie à l'accroissement des inégalités, le stress et l'anxiété qui découlent des situations d'incertitude devant l'avenir ont des répercussions directes et importantes sur le bien-être physique et mental des individus. Comme le dit l'épidémiologiste anglais Richard Wilkinson : « L'égalité c'est la santé. ³ »

Moriel

1. Voir l'article crapuleux de Caroline Fourest, paru dans *Le Monde* du 17 septembre 2011 et disponible sur son blog : « Les Grecs sont-ils des salauds ? »

2. « Health effects of financial crisis: omens of a Greek tragedy », *The Lancet* du 22 octobre 2011, disponible en accès libre et gratuit (en anglais) sur le site internet : thelancet.com

3. Richard Wilkinson : « L'Égalité c'est la santé », éditions Démépolis, 2010.

Écoutez « La santé dans tous ses états », où nous abordons ces questions de santé et politique, tous les troisièmes lundis du mois à 18 heures sur Radio libertaire.

Alterfoot en Amérique du Sud

Wally Rosell nous transmet des extraits de l'interview de Danilo Cajazeira éditée dans *Soccer Vs the State* (G. Kuhn)



LES 27, 28 ET 29 JANVIER 2012 se tiendra, en Argentine, la première édition du tournoi de football international: l'Homme libre. Il est co-organisé par le Club social atletico y deportivo (CSAD) Che Guevara (de la province de Cordoba) et Autonomos/Autonimas FC (de Sao Paulo/Brésil). Il comporte plusieurs catégories de matchs: football à 11, tournois féminin, tournois mixte et parties pour les enfants. Ce tournoi autogéré est directement inspiré du Mondial alternatif qui s'est tenu en

Angleterre en 2010 et auquel le FC Autonomos (y Autonomas) avait participé. Toutes les équipes de football alternatives et autogérées sont invitées (Amérique du Nord, Chiappas, Europe, Palestine, Afrique, etc.). Si vous ne faites pas partie d'une équipe déjà constituée, venez en groupe ou seuls pour en constituer une sur place (l'équipe universelle). Pour permettre à toutes les équipes de jouer et à tous les niveaux de joueurs de prendre du plaisir, les parties dureront

vingt minutes, l'arbitrage sera autogéré et il n'y aura ni classement, ni élimination directe. En plus des matchs, nous profiterons de cette occasion pour confronter nos pratiques sociales et politiques, écouter de la musique, etc. Un camping, des auberges sont prêts à vous accueillir.

Pour s'inscrire ou recevoir des renseignements sur le tournoi: autonomosfc@gmail.com ; blankautonomosfc@gmail.com

Qui sont les **Autonomos** ?

AUTONOMOS ET AUTONOMAS FC (une équipe féminine et une masculine) ont été fondé en mai 2006, dans le cadre d'un squat (la Casa Mafalda) autogéré par des punks, des anarchistes et des militants de Sao Paulo. Ils se définissent comme plus qu'une équipe: « Nous sommes un groupe et nous essayons de penser et de pratiquer nos relations horizontales, libertaires et sans imposer de hiérarchie. La mise en place d'équipes de football anticapitalistes, antifascistes, antiracistes et antisexistes sont le reflet des autres activités organisées à la Casa Mafalda: débats, projections de vidéos, art collectif libertaire

inspiré par l'art de muralistes mexicains... »
« Au début, nous ne jouions que dans les tournois à sept, depuis, les structures de l'équipe, nos modes de décisions ont beaucoup séduits de personnes. Autogérer une structure n'est pas toujours facile, cela demande la part des membres beaucoup d'implication et de responsabilités. »

« L'objectif du club est de propager l'idée que tout le monde peut jouer au foot et donc tout le monde peut participer à une société humaine. Avec le succès que nous rencontrons, nous avons le projet d'éditer un journal. »

L'équipe de football Autonomos FC met en avant une dizaine de principes :

- Do it your self
- Personne n'est mieux que quiconque
- L'engagement est aussi important que de bien jouer
- Le jeu est collectif
- La liberté grâce au football
- Soutenir et jouer en même temps
- Se faire des amis et non pas des ennemis
- Pas d'arbitre dans la mesure du possible
- Le comportement en dehors du terrain est également important



Histoire

«Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place.»
Inconnu

Buenaventura Durruti

75^e anniversaire de sa mort (1896-1936)

LA PHILOSOPHIE de Marx proposait le principe de l'ordre et de la création, tandis que Bakounine était partisan du chaos et de la rébellion. Rimbaud pour sa part, considérait que pour transformer le monde, il fallait d'abord changer la vie. Le monde des avant-gardes et des mouvements ouvriers révolutionnaires qui suivirent ces paramètres philosophiques, initièrent le chemin vers l'émancipation sociale.

Buenaventura Durruti était un homme d'action, son combat était émancipateur, son charisme anarchiste imposait le respect... Durruti transformait son action et sa lutte en pure poésie comme le montre à l'évidence l'entretien qu'il accorda au journaliste Van Passen pour le périodique canadien *Toronto Star*, où ses paroles atteignent une grande sensibilité poétique: «“Les ruines ne nous font pas peur. Nous savons que nous n'allons hériter que de ruines car la bourgeoisie, dans la phase finale de son histoire, essaie de ruiner le monde. Mais, je le répète, nous n'avons pas peur des ruines, parce que nous portons un monde nouveau dans nos cœurs” dit-il en murmurant avec âpreté. Puis il ajouta: “Ce monde est en train de grandir en ce moment même.” »

Les mots de Durruti étaient de la poésie révolutionnaire en action, une poésie destinée à changer la vie et à transformer le monde. Mais, le 20 novembre 1936, Durruti trouva la mort à la Cité universitaire de Madrid, et c'est pourquoi on commémore à présent les 75 ans de sa mort. Durruti mourut d'un coup de feu reçu à la poitrine. Un coup de feu dont on ignore encore aujourd'hui l'origine... On a beaucoup parlé des sept morts de Durruti... Mais peut-être la mort fut-elle causée accidentellement par la balle de son propre naranjero. La mort de Durruti comme celle d'Achille dans *L'Iliade*, renforça encore plus son statut de héros. Durruti fut le héros libertaire par excellence. Durruti fut célébré et transformé en légende par les miliciens des colonnes confédérales qui luttèrent sur le front contre le fascisme, et par les anarcho-syndicalistes qui, à l'arrière avaient commencé à construire la nouvelle société sous le signe de l'autogestion libertaire. Le corps sans vie de Durruti fut transporté de Madrid à



Barcelone, et exposé dans le hall du siège de la CNT-FAI Via Laietana qui, depuis ce jour, devint la Via Durruti. Son cercueil fut recouvert d'un drapeau rouge et noir... Sa mort suscita beaucoup d'éloges, mais beaucoup d'entre eux n'étaient pas sincères, et très vite les aspirations révolutionnaires de Durruti furent trahies.

La manifestation que provoqua son enterrement fut impressionnante, près d'un million de personnes occupèrent toutes les artères par où passa le cortège funèbre pour se rendre au cimetière de Montjuïc. À la tête de la manifestation, tous les drapeaux antifascistes ouvraient le passage aux responsables politiques, syndicaux et militaires: Companys, Comorera, García Sandino, Pi y Sunyer, García Oliver, Montseny, Peiró, Marianet, Puig Elias, Nin et, entre autres, le consul d'URSS Ovseenko. Tous les syndicats de la CNT, les groupes de la FAI, les comités des Jeunesses libertaires et de Femmes libres suivaient le cortège avec, derrière eux, des milliers et des milliers de travailleurs. Les miliciens de la Colonne Durruti manifestaient aussi avec douleur et colère en réclamant «vengeance» sur leurs pancartes. En définitive tout le peuple était dans la rue pour

accompagner Durruti dans son dernier voyage...

C'était la dernière manifestation unitaire du peuple travailleur et antifasciste, bientôt la révolution serait remise en question, la lutte fratricide commencerait, et la contre-révolution en finirait avec les espérances émancipatrices du peuple travailleur. Et les désirs de transformation sociale deviendraient histoire... Ce jour gris et pluvieux de novembre, la manifestation populaire qui s'écoulait par les rues de Barcelone était seulement couverte par le trot des chevaux des miliciens de la FAI, du POUM et des gardiens de la paix qui rendaient les honneurs au combattant anarchiste. Les motards des patrouilles de contrôle ouvraient la marche... Parmi l'immense foule qui accompagnait les restes de Durruti, deux fanfares interprétaient, sur un rythme différent, *Hijos del Pueblo*. Durruti fut enterré le jour suivant. L'enterrement fut une métaphore, une espèce de chant du cygne prédisant qu'avec Durruti on enterrait la révolution espagnole.

Ferrán Aisa

Traduction Ramón Pino

Brassens, hors du temps

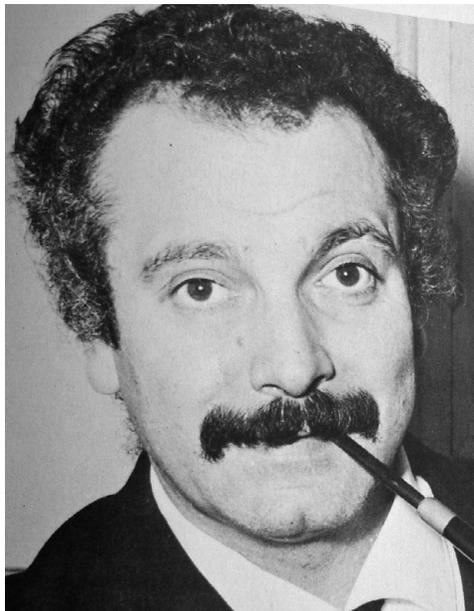
BRASSENS CÉLÉBRÉ DANS NOS COLONNES ? C'est bien le moins. L'histoire retiendra le passage éclair de Georges Brassens aux réunions de la Fédération anarchiste; son travail bénévole comme correcteur-rédacteur au *Libertaire*. De septembre à novembre 1946, quatorze articles publiés, un autre en 1947, sous divers pseudos: Gilles Corbeau, Pépin Cadavre, Gilles Colin, Géo Cedille. Devenu célèbre, Brassens apportera son concours à la Fédération anarchiste lors de galas de soutien. L'histoire retiendra aussi que les mots «anarchiste» et «libertaire» restent accolés au nom de Brassens dans les portraits publiés dans la presse, les commentaires, les analyses de son œuvre, les biographies. Brassens individualiste pour tous? Ainsi pourrait-on dire de son engagement pour un monde plus humain. Brassens, le mot et les actes... Ses amis s'en souviennent: les anecdotes fourmillent de Basdorf – où il trouva son premier vrai public – à Bobino en passant par l'Olympia et le TNP de Jean Vilar...

Trente ans après la disparition de l'homme Brassens, que reste-il de son œuvre? Comment perçoit-on le bonhomme?

Aujourd'hui, exception faite des célébrations décennales quasi officielles, les médias de masse diffusent Brassens avec modération. L'homme aux trente-trois millions d'albums fait encore honneur à son unique éditeur phonographique: cent mille copies se vendent chaque année... Cherchez l'erreur! Parmi les interprètes quelques-uns nous laissent une impression forte: Maxime Le Forestier ou plus récemment le Chilien Angel Parra. C'est que la poésie de Brassens est célébrée en quarante-trois langues à ce jour! Dont le polonais. Avec une nouvelle et étonnante interprète qu'on espère revoir un jour sur notre sol: Justyna Bacz. Son album *Brassens mon amour* contient un seul titre chanté en français: *Le temps ne fait rien à l'affaire*. Les douze autres adaptations, signées Jerzy Menel et Justyna Bacz, sont serties dans un écrin jazzy de la meilleure facture¹.

Naguère Roland Dyens avait conçu ses *Variations sur cinq thèmes de Georges Brassens* pour guitare et quatuor à cordes avec rien moins que le Quatuor Enesco: une réussite à redécouvrir...²

Plus près de nous, le trompettiste de jazz Dave Douglas enregistre *Les croquants* avec la complicité de son Tiny Bell Trio. Tandis qu'Alex Kapranos – du groupe Franz Ferdinand – se déclare un inconditionnel de l'univers Brassens. Récemment le jeune Trio Job – Julie Rousseau au chant – a enregistré un album acoustique où brille le swing manouche. Dernière découverte en date, le jeune ténor français Forian Laconi qui aborde Brassens sans ténoriser... Voix naturelle, sûre, pour une



interprétation toute d'intelligence et d'instinct. Une révélation – merci à France Musique – qui pourrait presque justifier cette manie hexagonale des célébrations à date(s) fixe(s)?

Je me souviens

Je me souviens du silence des visiteurs, du climat singulier de ce printemps 2011 dans la froideur architecturale de la Cité de la Musique. «Brassens en liberté» constituant la première rétrospective d'envergure consacrée au chanteur – la scénographie, insolite, avait séduit. On pouvait y découvrir une multitude d'objets personnels; instruments de musique, livres de chevet, lettre et documents dont ce contrat par lequel Brassens et René Fallet s'engageaient à la plus grande discrétion face aux sollicitations qui ne manqueraient pas de surgir après la disparition de l'un des signataires... Deux témoins, deux intimes: Sophie Duvernoy, la gouvernante et l'ami Pierre Louki avaient contresigné cet accord.

Je me souviens de la consternation de l'assistance, lorsqu'on nous demanda de quitter la salle sans tarder à l'issue de la projection du tour de chant Bobino 1972...

Je me souviens de la file d'attente interminable, unie par le respect, la patience, l'émotion à venir...

Je me souviens de ce soir de 1976. Bobino. Les derniers feux d'une tradition du music-hall. Une première partie imposée par Georges lui-même (qui écoutait peu les suggestions de la direction de la célèbre salle). Soit: Marie-Thérèse Orain, Sylvie Joly puis Pierre Louki, tous précédés en lever de rideau par un numéro d'équilibriste en mini-vélo... L'entracte passé, arrive sur scène Brassens: en une seconde crépitement des applaudisse-

ments comme jamais je n'en avais entendus. Leur intensité ne faiblit pas, insistante, presque impatiente: une manière de dire la longue attente ressentie et la gratitude envers le chanteur.

Je me souviens de cet article de *L'Express* dans laquelle le chanteur, le citoyen répondait aux critiques acerbes qui lui reprochaient de ne pas s'engager dans les combats idéologiques et politiques de son époque: «C'est un engagement total que j'ai pris! Depuis le début, j'ai le même comportement en face de la vie, en face de l'argent, en face des grands, en face des humbles. Je suis un des types les plus engagés de la chanson en fait...»

Portraits sensibles

Toujours à propos du bonhomme Brassens, Yvan Audouard³ a écrit: «Ce n'est pas en multipliant les anecdotes sur une vie sans histoires, sans scandales et sans confiance qu'on le rendra plus présent, plus vivant. Il est de ces auteurs dont la biographie n'ajoute à l'œuvre aucun éclairage supplémentaire. Sa vie à lui est insignifiante. Il est tout entier, corps et âme, dans ses chansons. C'est en elles, et en elles seules, que nous avons le droit de nous considérer comme ses amis. Chez elles, il nous reçoit et nous traite. Avec elles nous vivons avec lui.»

Laissons à Georges le dernier mot extrait d'une série d'entretiens compilés par Loïc Rochard⁴: «Pour moi, l'anarchisme c'est une certaine fraternité (encore que le mot soit assez grand!), c'est une certaine, je ne sais plus qui disait cela, volonté de noblesse⁵».

Laurent Gharibian

1. www.justynabacz.net
2. Vinyl AUDIVIS-AV4731- disques 1985.
3. Livret du double CD «Ainsi parle Georges Brassens – Entretiens avec Philippe Nemo, France Culture 1979 – Ainsi chante Eric Zimmerman» disques Jacques Canetti – 1992 – 1088 52. MU 763.
4. «Brassens par Brassens». Le Cherche-Midi. Collection Portraits imprévus, dirigée par Jean-Paul Liegeois.
5. Cité par Francis Chenot dans la défunte revue «Une autre chanson», n° 114, décembre 2005/janvier 2006.

À venir: les démêlés avec la Justice pour avoir chanté Brassens sur la voie publique. Prochain rendez-vous le mardi 13 décembre à 9 heures à la 28^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance au Palais de Justice de Paris.

Soutiens, résistances et protestations

Quelques films iraniens à voir

LA CONFIRMATION de la condamnation de Jafar Panahi à six ans de prison et à une interdiction sur vingt ans d'écrire, de publier, faire des films et de les montrer est une aberration, si bien que les ayatollahs aimeraient bien se débarrasser de ce «cas Panahi» décidément trop connu de par le monde. Panahi a refusé de quitter l'Iran, où il est assigné à résidence. Ceci n'est pas un film est tourné dans son appartement, avec un ami qui capte son désir d'imaginer malgré tout un décor de films sur le tapis de son salon, et de suivre l'évacuation des poubelles avec sa petite caméra dans l'ascenseur. Qu'elle est émouvante, la scène de la fin, où le gardien d'immeuble protège caméra et cinéastes dans leur intégrité physique.

Son film est déjà sorti fin septembre, mais il est encore à l'affiche. Même si c'est un «non-film», selon les propres mots de son auteur, c'est un acte de résistance, parvenu au Festival de Cannes dans une clé USB, camouflée dans un gâteau. Paradoxes et contradictions de ce régime et de ses décisions absurdes.

In *Film Nist (Ceci n'est pas un film)* décrit une journée ordinaire dans la vie de Panahi et pourtant c'est du cinéma! Pourquoi? Parce que l'intelligence du dispositif et la façon de le filmer, donne tout à voir: comment on dirige une équipe absente par la seule force de l'imaginaire, comment des baguettes posées sur un tapis peuvent devenir des instruments de virtuose. Tous les objets concrets de la vie quotidienne sont sollicités.

Ces dernières semaines, les films iraniens sortis en France font un tabac: le premier de la liste est *Une séparation* d'Asghar Farhadi (L'Ours d'Or à Berlin). 900 000 entrées à ce jour, il surprend par sa liberté de ton et la complexité de l'analyse des problèmes d'un couple, de leur fille, de leur bonne, du mari de celle-ci, du juge et des us et coutumes d'une

société en pleine mutation: un «thriller familial» aux multiples rebondissements.

Be Omid é didar (Au revoir) de Mohammad Rasoulof est aussi un non-film, car interdit en Iran, mais récompensé par le prix de la mise en scène à *Un certain regard*. Comme dans tous les films iraniens, on est frappé par la beauté des femmes, par l'extraordinaire diversité des visages, la force d'expression du moindre figurant et aussi par la beauté des plans qui ajoute à l'angoisse qui va monter insidieusement. L'avocate, l'incandescente Leyla Zareh, dit à son mari: «Vaux mieux te sentir étranger à l'étranger que te sentir étranger dans ton propre pays!» Il ne veut en aucun cas l'accompagner. Alors qu'elle a dépensé tout son argent pour obtenir visas et passeports, qu'elle a graissé la patte à d'innombrables fonctionnaires, mettant même son alliance sur la table quand elle n'a plus de billets... L'avocate en quête d'exil sera arrêtée tout comme son mari journaliste travaillant clandestinement pour une presse libre. Ce film rappelle l'ordinaire de la vie en Iran où la persécution est permanente. L'attention qu'elle porte malgré tout à une petite tortue d'eau dont l'aquarium est défectueux, est touchante. Elle éponge l'aquarium, le sécurise et remet de l'eau plusieurs fois. Quand elle pense s'enfuir pour de bon, la tortue reste introuvable.

Poulet aux Prunes, de Marjane Satrapi et de Vincent Paronnaud, est un pavé dans la mare: car ils sont, gonflés, ces auteurs avec tout ce qui se passe en Iran en ce moment, de nous parler d'un homme qui veut «mourir d'amour». Le modèle n'est personne d'autre que l'oncle de Marjane Satrapi. Un homme capable de faire pleurer une pierre, tellement il jouait bien de son instrument. Et puis il le perd, il perd aussi la femme qu'il aime, en épouse finalement une autre et est tellement malheureux qu'il se met au lit pour attendre la

mort. On se rappelle le scandale provoqué par le film de Kiarostami, *Le Goût de la cerise*, ou un iranien demande aux gens qu'il rencontre de l'aider et de l'accompagner jusqu'à la fin. Ici le ton n'est pas toujours à la tragédie, on peut rire et sourire. Parfois il y a des idées de BD qui animent le film agréablement. Mais évidemment, le choc esthétique de *Persepolis* est loin. Ils ne voulaient pas faire un «Persepolis 2» et se sont intéressés à cet homme, à ses désirs et ses rêves brisés. N'est-ce pas la preuve d'un grand courage de lancer cette idée dans un pays où tout est codifié et toute initiative personnelle, relevant de la liberté individuelle, est totalement interdite et punie?

Noces éphémères de Reza Serkanian, conte l'histoire que le titre annonce. La splendeur d'Ispahan est captée au détour d'une ruelle, où Kazem s'est égaré afin d'expérimenter l'approche de l'autre sexe sans déshonorer sa belle-sœur Mariam, dont il est follement épris. Mais les choses se compliquent. La police s'en mêle. Il faudra l'intervention des hommes de la famille pour tirer Kazem de là. Film emblématique sur des mariages contractés pour une nuit, annulés le lendemain. Le film risque gros à parler à découvert de ce problème, de ce secret bien gardé. La solution du problème de Kazem est dans les mains de la belle Mariam (l'actrice est, elle aussi, inquiétée par le pouvoir en place). Sans dévoiler comment Kazem arrive à ses fins, on peut dire, que là aussi, ce sont encore une fois les femmes qui trouvent une solution: elles sont pleines de fougue et n'ont pas froid aux yeux. *Noces éphémères* était une découverte d'Acid. Et incontestablement le plus beau film de cette sélection.

Heike Hurst

Que devient Munch ?



ENCORE UN ARTICLE sur une exposition d'artiste. Ce n'est pas comme ça que l'on va faire la révolution ! D'ailleurs les musées ne sont-ils pas les cimetières de l'art ? Tout le monde n'est-il pas un peu artiste ? Et l'art ne sera-t-il pas vivant lorsque le dernier artiste sera mort ? Peut-être ! On peut toujours se poser toutes ces questions... Nous avons sûrement tous un sens artistique dans l'épiderme... Mais je ne crois pas que nous ayons tous du génie, celui qui est universel et qui secoue n'importe quel être humain lorsqu'il voit un tableau ! C'est la marchandisation de l'art qui est à combattre, pas la création... Les hommes préhistoriques des grottes de Lascaux ou d'Altamira ne peignaient pas pour de l'argent, mais par peur de la mort, pour conjurer une angoisse ou les forces de la nature. Edvard Munch, lui, il l'aura faite sa révolution, à l'intérieur de son moi. Comme nous devrions tous la faire pour améliorer l'humanité. J'ai rencontré Munch, par hasard, mais il n'y a pas de hasard finalement... Un ami avait demandé à ma compagne d'alors de lui peindre le Cri de Munch dans les dimensions exactes. À mesure que la reproduction prenait forme, le soir je retournais la toile car elle me dérangeait énormément... Elle suait le mal-être et la déraison. Je me mis à découvrir le personnage fascinant qu'est le Norvégien d'Oslo, né en 1863, dans une famille petite-bourgeoise désargentée. Dès le début, il casse la baraque ! Sa palette choque tout de suite la bourgeoisie locale, conformiste et étouffante ! Munch esquisse les traits principaux et de l'inachèvement naît une quasi perfection. Il écrivait d'ailleurs : « Lorsque l'on peint un tableau, on ne doit pas feindre l'émotion, on doit la ressentir. » Cela me rappelle ce que disait le peintre japonais Hokusai, mort en 1849 : « Quand j'aurais 110 ans, chez moi, soit un point, soit une ligne, tout sera vivant. »

Le jeune Munch fréquente la bohème de Christiania (ancien nom d'Oslo) au Grand Café. Là, l'écrivain anarchiste Hans Jaeger l'aide à s'émanciper de la tutelle de son père puritain et autoritaire. Il se met à fumer et à picoler, au grand désespoir de sa famille. Jaeger lui dit : « Peins ta propre vie ! », lui qui est allé en prison plusieurs fois pour ses livres prônant l'amour libre et la révolution libertaire. Munch est un être hypersensible, hanté par les morts qui jalonnent sa vie. Tout le monde meurt autour de lui : sa mère, sa sœur, son père. La tuberculose et la folie font des ravages. Cette folie qui ne cessera jamais de l'habiter et qui alimentera son souffle créateur. La mort l'obsède mais grâce à elle, il mettra ses tripes sur ses toiles ; car, comme disait Céline, seule la mort est inspiratrice de la vraie émotion : elle pousse les êtres dans leurs derniers retranchements. Cette mort bleue chez les Grecs de *L'Iliade* lui fera peindre *Nuit à Saint-Cloud* quand il viendra en France, grâce à une bourse d'étude. Il découvrira Cézanne, Gauguin, Odilon Redon (le prince du rêve). Dommage, la barrière de la langue l'isolera. En 1892, il est à Berlin, invité par l'Association des artistes, mais l'expo est fermée très rapidement, après un immense scandale. Les autorités académiques l'accusent de peindre des « gribouillis anarchistes et des barbouillages bâclés » ! Munch peint les sentiments des êtres humains tels qu'il les ressent : l'angoisse, la solitude, la mélancolie, la jalousie, le désespoir... Des madones entourées de spermatozoïdes, des enfants morts, des malades. Voyez le film de Peter Watkins sur Munch, *Chemin solitaire*, une belle œuvre sur la création d'un artiste, son cheminement, un cri pour défendre un torturé à l'âme goyesque... À Berlin, finalement, il est à nouveau exposé. La

bohème lui rend hommage, celle qui se rend au café Le Cochon noir. Là, Munch rencontre le Suédois August Strindberg (auteur de *Mademoiselle Julie*) et son compatriote Ibsen (auteur de *La Maison de poupée*). Il continue de boire. Munch multiplie les autoportraits ; même lorsqu'il filmait le monde avec une petite caméra dans les années vingt, il passera derrière pour se caricaturer, et on verra sa trogne d'allumé du bulbe nous questionner et dire une dernière fois : « Et oui, je suis là, moi Munch, je ne suis pas encore mort ! » Tous les grands peintres accumuleront les autoportraits : Rembrandt, Goya, Van Gogh. Munch se portait même malade, rescapé de la grippe espagnole, seul survivant de toute sa famille. Toujours penché sur ses bassines et dégueulant du sang. Lui-même faillit mourir enfant, d'une hémorragie pulmonaire.

Il ne trouvera pas d'amour féminin durable... Quelques liaisons, il se méfie des femmes ; peut-être influencé par Strindberg, il les représente en vampires suçant le sang des hommes, des baisers de goules délétères. Ses toiles d'amants qui s'imbriquent en s'aspirant littéralement. Son œuvre gravée est immense. La couleur de ses tableaux est révolutionnaire. Il n'oubliera pas les causeries anarchistes de sa jeunesse. Il peint de grandes toiles représentant les pauvres. C'est une mise en scène du prolétariat : un faucheur dans son champ, une sortie d'usine terrifiante où les ouvriers ont des mines de morts vivants ; des ouvriers encore, construisant une voie de chemin de fer dans la neige ; des maçons construisant un atelier (l'intention rappelle Courbet). Mais il y a longtemps qu'il a abandonné le symbolisme.

Il invente l'expressionnisme avant tout le monde. Je sais, encore des « ismes », mais il faut essayer de décrire. Je m'en voudrais

d'enfermer un artiste dans une petite boîte conformiste! Il peint aussi la Scandinavie avec ses grandes forêts mystérieuses, ses fjords profonds et ses nuits enflammées parsemées «d'anges noirs». L'expo Munch de la Pinacothèque de Paris intitulée «L'Anti-cri» me déplut. De toute façon je n'aime pas cette salle prétentieuse et commerciale. Par contre j'avais apprécié l'expo du musée Louisiana près de Copenhague (août 2010) sur l'hommage qu'Andy Warhol avait rendu à l'œuvre gravée de Munch. Cela nous la faisait redécouvrir sous un autre éclairage (Warhol after Munch). Copenhague où Munch passa huit mois dans une clinique neurologique, après une rupture houleuse avec une jeune femme. Il eut une phalange arrachée par un coup de revolver... (Cela rappelle un autre peintre remuant). Ça ne l'empêcha pas de peindre de nombreux nus féminins aux chairs épanouies. Et quant au fameux Cri (extrait de son cycle *Frise de la vie*) dont je ne peux m'empêcher de parler, et qui fut volé,

puis retrouvé, ce fut une toile prémonitoire, puisqu'en juillet 2011, à Oslo eut lieu l'immense tuerie perpétrée par un détraqué d'extrême droite qui massacra près d'une centaine de jeunes gens. Munch connaissait bien son pays bridé par une chape de conformisme protestant et qui de temps en temps explose comme un volcan. Il disait de ce tableau : «J'ai senti monter un grand cri et j'ai entendu ce grand cri». Munch mourut à quatre vingt ans, peut-être apaisé et ayant cessé de boire. Il vivait à la fin de sa vie dans une petite maison à Ekely, non loin du fjord d'Oslo. Il eut le temps de voir plus de 80 de ses œuvres saisies par les nazis, taxées d'œuvres dégénérées. Sa mort coïncida avec la libération de la Norvège. Il légua toute son œuvre à la ville d'Oslo qui l'abrita dans un immense musée bunker, témoin des difficiles relations qu'il entretenait toute sa vie avec son pays. Au contraire d'Ensor, le peintre belge qui représente tous ses personnages avec des masques, Munch, lui, déclarait : «Je peux voir la personne

derrière le masque.» Il passa sa vie justement à démasquer les sentiments de l'inconscient et n'oublia jamais les envolées libertaires de la bohème de Christiania, et à la suite de Nietzsche, il appliqua son aphorisme : «Deviens qui tu es.» Allez voir l'expo à Beaubourg «Edvard Munch, l'oeil moderne» jusqu'au 9 janvier 2012.

Patricio Salcedo

Groupe Anartiste de la Fédération anarchiste

Jeudi 24 novembre à 20 h 30 sur Radio libertaire, notre camarade animera l'émission «Entre chiens et loups» avec pour thème : «Que devient Munch? Libres paroles sur le peintre de l'expressionnisme.»

Meurtres exquis chez les bouffeurs de curés

JAMAIS deux sans trois. Après des meurtres exquis qui eurent pour cadre la librairie du Monde libertaire pour l'un et l'île d'Oléron pour l'autre, Jean-Marc Raynaud vient cette fois poser ses cadavres dans les coulisses de la Libre pensée.

Le premier des macchabées surgit de la réserve d'une librairie libre penseuse (sise au 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques à Paris). Signe particulier : la victime brandit un *membrum virile* qui défie l'entendement. Le coït interrompu de cet athée américain un peu louche avec une camarade adepte de l'union libre se termine en public dans un gros dégueulis de sang. Consternation dans l'assemblée. Une macabre livraison complète peu après le tableau. Des caisses contenant un corps démembré surmonté d'une tête de cochon et des restes humains, laissant supposer qu'il s'agit de religieux juif et musulman, sont déposées devant le commissariat chargé de l'enquête.

À première vue, on peut supposer que c'est le congrès international de la Libre pensée qui est visé. Rien de mieux que de vilains faits divers pour jeter le discrédit sur les ennemis des religions. Il n'y a pas de fumée sans feu. Etc. Air connu. Comme lors des précédents épisodes, Ted Chaucre, Ed Merlieux et Denis Saint, héros des services secrets de la Fédération anarchiste, vont énergiquement démêler les nœuds

de l'énigme à coups de perceuse et de chalumeau.

Membre à la fois de la Fédération nationale de la Libre pensée et de l'Association des libres penseurs de France, le très unitaire Jean-Marc Raynaud connaît son sujet par cœur. Le roman est un prétexte original pour broser l'histoire de la Libre pensée, de 1848 à aujourd'hui, en passant par la loi de 1905 (séparation des Églises et de l'État), par les unions ponctuelles ou par les désunions fratricides. Le résultat tient du livre d'histoire, du tract, du carnet d'adresses (librairies, éditions, viticulteurs), de la pub pour les revues militantes, de l'essai, du catalogue littéraire (notamment pour la collection *Propos mécréants* des Éditions libertaires), du trombinoscope (superbement illustré par Jean-Charles Vincent), du lancement de scuds persos ni vu ni connu. Le tout est recouvert d'une belle couche d'humour, noir bien entendu.

À chaque page, la fiction fait des clins d'œil à la réalité. Les vivants (dotés parfois de noms codés transparents) côtoient les morts. On se balade entre Paris et Merlieux, village de l'Aisne où d'irréductibles anarchistes marchent dans les pas de Kropotkine. On s'amuse en compagnie de Jean-Baptiste Botul. On croise des mafieux italiens, des curés pédophiles, des flics peu ordinaires, quelques copains zé copines, des anarchistes chrétiens hollandais, Geronimo

et même l'ombre de DSK. Bref, ce patchwork est un fichu bordel, mais on se marre bien. Tudieu!

Paco



Jean-Marc Raynaud, *Meurtres exquis à la Libre pensée*, Éditions Libertaires, 98 pages. 10 euros. En vente à Publico (sur place ou par correspondance: chèque à l'ordre de Publico, ajouter 10% pour les frais de port).

De Louise Michel à Ody Saban, vivre et regarder « en avant »

Du 1^{er} au 31 décembre, la Librairie du Monde libertaire expose un choix important de peintures, aquarelles et œuvres au trait conçues par Ody Saban en hommage à Louise Michel, pour rappeler non seulement les épreuves et les « aventures de [sa] vie », mais aussi le sens à attacher avec elle à l'existence humaine en peine de se survivre, sauf à s'émanciper.

« La plupart de mes œuvres pourraient être dédiées pour une raison ou pour une autre à Louise Michel », écrivait Ody Saban en préambule du livret accompagnant la première présentation de cet hommage, en 2007, « dans les cellules carcérales de l'abbaye d'Auberive », occupées désormais par un « centre d'art contemporain ». En décembre 1871, après s'être battue, échappée, puis livrée pour libérer sa mère tombée aux mains des Versaillais ; après avoir connu les horreurs de Satory, des prisons des Chantiers, d'Arras, etc. ; après avoir demandé la mort au conseil de guerre (« Si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi. ») et s'être trouvée condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée, Louise Michel était conduite « en voiture cellulaire à la prison centrale d'Auberive, dans la Marne, en attendant son départ pour la Nouvelle-Calédonie » en août 1873 (Irma Boyer, *La Vierge rouge*, Louise Michel, Delpeuch, 1927). C'était d'abord pour rappeler ces vingt mois passés dans une « atmosphère de haine » (écrit Irma Boyer) qu'Ody Saban avait intitulé cette exposition et son livret *L'Enfermement (Autour de Louise Michel hiéroglyphe de la liberté)*.

Entre les murs de la Librairie du Monde libertaire, cet hommage ne souligne plus tant les épreuves infligées à la promotrice inlassable de l'émancipation humaine que ses œuvres et leur rayonnement toujours perceptible, notamment à travers un étonnant « déroulé » évoquant les grandes étapes de la vie de la « Vierge rouge » et ses engagements majeurs. Les principales raisons l'ayant conduite à voir en elle une « grande sœur rêvée », non seulement sa « superbe fierté populaire », mais surtout sa « recherche passionnée, indomptable, souvent joyeuse, parfois tragique, d'une liberté à la fois collective et individuelle, par-delà les frontières de classes sociales, de sexes, de genre, d'âge, de civilisation », son « goût pour la pédagogie » aussi, Ody Saban les a clairement développées dans ce livret de 2007. Elle y joignait des réflexions sur la liberté auxquelles on ne saurait rien ajouter en 2011, tant elles paraissent proches du « déterminisme » (selon Irma Boyer) de Louise Michel : « Je crois qu'il n'y a pas d'entre-deux dans notre vie : la vie humaine me semble fuite de moments qui vont soit vers la servitude volontaire ou forcée, soit vers la liberté. Il y a une dialectique tragique entre ces deux sortes de moments. ... »

À côté des parallèles que pourraient suggérer la vie de la « grande sœur rêvée », révolutionnaire et poète de jadis, et celle de sa benjamin d'aujourd'hui, peintre surréaliste c'est-à-dire révolutionnaire, féministe et ayant connu, elle aussi, la prison pour femmes, il faut relever ce que l'hommage de la seconde peut éclairer de la personnalité de la première, ou de sa « psychobiologie », selon sa propre expression. Elle écrivait en 1898, dans les dernières pages de *La Commune, histoire et souvenirs* : « Il me souvient d'un soir, salle des Capucines, où laissant aller ma pensée je regardais en avant, je hasardai cette idée que la pensée étant de l'électricité, il serait possible de la photographier et comme elle n'a pas de langue, elle serait tracée en signes pareils à des sillons d'éclairs, les mêmes pour tous les dialectes, une sorte de sténographie. » Toutes réserves faites sur la naïve idée scientifique d'une pensée humaine qui n'aurait « pas de langue », l'intérêt porté par Louise Michel au « fonctionnement réel de la pensée » un quart de siècle avant le premier manifeste du surréalisme ferait presque conclure qu'elle préfigurerait aussi le dessin semi-automatique des œuvres d'Ody Saban, et jusqu'à leurs « signes pareils à des sillons d'éclairs ».

Y a-t-il dans *La Commune*, ainsi que dans ses *Mémoires* (1886) et ses autres textes, la marque d'une « écriture féminine » ? Telle est la proposition assez convaincante d'une critique américaine, Juliette Parnell-Smith (*Les Mémoires de Louise Michel : Travail de deuil et quête identitaire*, Paroles gelées, 15-1, 1997). Là comme dans ses romans d'un frénétisme d'images et d'actions rappelant parfois Lautréamont, à l'instar du *Claque-dents* (1890), Louise Michel balaie sciemment nombre de règles littéraires ou historiques, mêle les époques, rapproche les événements les plus distants, y compris pour les opposer poétiquement. Il n'est pas exagéré de voir à la fois un parti pris féministe dans ce refus de la chronologie paternaliste et une affirmation de volontarisme révolutionnaire dans cette insoumission à la marche du temps. Ce dieu viril et dévorateur comptant une multitude d'autres hypostases qui sévissent dans les arts plastiques non moins qu'ailleurs, le même parti pris et la même affirmation s'affichent dans la manière dont les œuvres d'Ody Saban bousculent canons et conventions esthétiques, comme autant d'articles de la loi du père et de remparts du patriarcat. On ne sera guère étonné d'apprendre qu'au-delà de raisons biographiques assez voisines, l'artiste est attachée à sa mère à peu près autant que Louise Michel l'était à la sienne.

Mais c'est par la mise en commun de la pensée révolutionnaire, avec les futurs animateurs

de la Commune pour l'une, avec ses amis surréalistes pour l'autre, que leur est advenue l'expérience décisive. La première écrit ainsi dans *La Commune* : « Au comité de Vigilance de Montmartre et à la Patrie en danger, j'ai passé mes plus belles heures du siège : on y vivait un peu en avant, avec une joie de se sentir dans son élément au milieu de la lutte intense pour la liberté. » Vivre « en avant », regarder « en avant », il faut relire les œuvres de Louise Michel pour mesurer l'importance qu'avaient à ces yeux ces deux mots et ce qu'ils impliquaient pour elle de décisif sur le plan individuel autant que collectif. « Elle entraîne en arrière au lieu de porter en avant », affirmait-elle de la pratique religieuse, tandis que « par les tourmentes révolutionnaires au contraire l'attirance est en avant ». Célébrant « la grandeur générale de la lutte, aller en avant offrant sa poitrine », elle estimait que l'impression qui se dégageait « dans la lutte implacable de Paris, c'était en avant qu'elle emportait le cœur dans le lointain devenir du progrès ». « Navire en avant, en avant ! » écrivait-elle encore « à bord de la Virginie, 14 septembre 1873 ».

Mis à part ses poèmes et tout ce que ses textes en prose offrent de lyrisme peut-être plus précieux encore, et où il lui arrivait de s'écrier « Oui, barbare que je suis, j'aime le canon, l'odeur de la poudre, la mitraille dans l'air », ajoutant « dans l'idée de la mise en scène du danger, mes sens d'artiste sont pris et charmés », il ne reste malheureusement pas grand-chose des vues qu'entretenait Louise Michel sur les arts auxquels elle avait eu la chance d'être initiée dans son enfance, qu'elle continua à pratiquer quand elle put, mais dont en tout cas elle n'oublia jamais les vertus émancipatrices. Ainsi, de la conférence qu'elle donna en mars 1893, durant son exil londonien, sur l'art futur, ne subsiste malheureusement que sa brève mention consignée par Charles Malato dans ses *Joyusetés de l'exil* (Stock, 1897). S'il n'était pas dans son tempérament d'effaroucher ses auditeurs à la façon de Lautréamont au début des *Chants de Maldoror* (« âme timide... dirige tes talons en arrière et non en avant »), en revanche tout porte à croire que Louise Michel, si elle avait pu en avoir connaissance, leur aurait cité ce qu'écrivait Rimbaud à Demeny le 15 mai 1871, voilà aussi 140 ans : « La poésie ne rythmera plus l'action, elle sera en avant. »

Gilles Bounoure

Exposition à Publico du 1^{er} au 31 décembre.

Vernissage le 8 décembre de 18 heures à 20 heures.



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 24 novembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité. Au royaume des Cigares Volants, Boris Vian n'est pas un diplomate, c'est un Voltigeur. Nicole Bertolt est l'invitée de Chronique hebdo, elle a conçu, commenté et annoté ce Post-scriptum Boris Vian, dessins, manuscrits, inédits, ouvrage qui vient d'être publié au Cherche Midi.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Journée universelle des enfants : contes contre les jouets guerriers, par le Gérant du Rare (50 ans de l'UPF).

Cinéma en free style (19 h 30) Invité : Paul Vecchiali.

Vendredi 25 novembre

Les oreilles libres (14 h 30) L'émission recevra, pour ses 20 ans, le fanzine de culture populaire *Chéribibi*, revue « transgenre » paraissant approximativement tous les six mois sauf en cas d'insurrection généralisée ou de guerre bactériologique déclarée.

Samedi 26 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures). Spéciale Brassens. Trente-deux personnes convoquées au commissariat de Toulouse, pour avoir entonné des chansons de Brassens et des chants hostiles aux policiers.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Partir, un point c'est tout* de Veronica Vega (Christian Bourgois). Ce premier roman s'inspire de la vie à Alamar, ville de banlieue de La Havane.

Bulles noires (17 heures) Invité : le Studio Train-Train.

Hôtel Paradoxe (23 heures) Invité : Fred Nevcheirlan. Thème : Prévert.

Lundi 28 novembre

Trous noirs (16 heures) Luttés sociales : Notre Dame des Landes, projet d'aéroport près de Nantes : Cyril, jeune paysan, Rody et deux autres « occupants » de la ZAD (zone à défendre), Paolo, du mouvement No Tav, expliquent les raisons de leurs colères.

Mardi 29 novembre

Pas de quartiers... (18 heures) L'émission du groupe Louise Michel reçoit en direct Hervé Kempf, qui présentera son dernier livre *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie* (chez Seuil) et répondra aux questions des animateurs. Tous à vos postes à galène !

Mercredi 30 novembre

Blues en liberté (10 h 30) Nouveautés (2).

Femmes libres (18 h 30) Avec Muriel Salmona, psychiatre : violences sexuelles et situations paradoxales de dépendance à l'agresseur liées à la mémoire traumatique, à la dissociation et aux conduites dissociantes.

Jeudi 1^{er} décembre

Entre chiens et loups (20 h 30) Jazzlib, Thème : Pat Martino.

Vendredi 2 décembre

Sortir du colonialisme (16 heures) La Kanaky, une lutte pour l'indépendance, avec Yvannick Waikata, de l'Union des Étudiants Kanaks.



Liaisons du Cantal

Deux nouvelles liaisons de la Fédération anarchiste :

Une nouvelle liaison existe dans l'est du département du Cantal (15). **La liaison Walden** : walden@federation-anarchiste.org

Une liaison est déjà présente dans le nord du département, **la liaison Pierre noire** : cantal@federation-anarchiste.org

Pour joindre ces deux liaisons par courrier, écrire à FA-RI 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Du mardi 22 au jeudi 24

Valognes (50)

Camp autogéré & antinucléaire d'actions et d'information sur les moyens de contrer l'industrie atomique, à l'occasion d'un transport de déchets radioactifs par train jusqu'en Allemagne. Actions de blocage prévues le jeudi 22 novembre à la manière allemande. Infos et détails: valognesstopcastor.noblogs.org

Les 26 et 27 novembre

Saint-Denis (93)

Pour que fleurissent les Bobines rebelles. En 2008, sur le plateau de Millevaches, quelques militants libertaires ont pris le risque de lancer un Festival du documentaire politique et social... Enfin, ont-ils pris un risque lorsque l'on sait qu'actuellement les documentaires de par leurs contenus et leur formes se placent très souvent dans le cadre que définissait Jean Vigo en 1930: «*Le documentaire social exige que l'on prenne position car il met les points sur les i... Le documentaire social devra nous dessiller les yeux*». Après la Creuse et depuis l'année passée, d'autres Bobines rebelles ont vu le jour que ce soit dans l'Aisne ou en Seine-Saint-Denis, en attendant les Bouches-du-Rhône ou le Vercors... Pour celui de Saint-Denis, nous aurons la possibilité de visionner à «*prix libre*» quatorze documentaires et surtout de débattre avec une dizaine de réalisatrices et réalisateurs qui ont accepté de se joindre à nous gracieusement. Qu'ils en soient remerciés. Les repas seront aussi à prix libre. Toutes les informations à l'adresse de la Dionyversité: Dionyversité.org

Jusqu'au 30 novembre

Paris III^e

Autour de Benjamin Fondane: présentation de documents conçue par le mémorial de la Shoah. Benjamin Fondane dialogue avec les personnalités marquantes de son temps: Artaud, Bachelard, Camus, Gioran... Arrêté le 7 mai 1944, il est déporté vers Auschwitz, et assassiné le 2 ou 3 octobre 1944. Bibliothèque Marguerite Audoux, 10, rue Portefoin. Métro: Temple, Arts-et-Métiers. Entrée libre.

Vendredi 25 novembre

Paris X^e

19 heures. Réunion-débat autour des Conseils de prud'hommes organisée par l'UL CGT de Saclay: baisse des moyens, taxe de 35 euros sur les recours, les prud'hommes sont la nouvelle cible des puissants. Peuvent-ils toujours être un outil dans les luttes sociales? Quel rôle les anarchistes peuvent-ils assumer en la matière? Tels seront, entre autres, les thèmes de cette rencontre à laquelle vous convient les groupes Louise-Michel et Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste. Salle Louise-Michel, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'eau. Entrée libre et gratuite.

Samedi 26 novembre.

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat: «*Les jusqu'aux-boutistes de la lutte écolo*» de Romain Bolzinger avec Alain Corrêa (Réseau Sortir du nucléaire et stop EPR). À la librairie l'Insoumise.

Paris XI^e

De 10 heures à 19h30. Vente exceptionnelle: Un compagnon, attaché aux idées libertaires et à la pérennité de notre librairie comme lieu privilégié de leur diffusion, nous a cédé un fonds assez important de livres. En fait, sa bibliothèque libertaire, constituée en trois décennies. Tous les sujets ou presque, des livres rares, d'autres plus récents. 1700 volumes en tout. Le produit de cette vente servira à soutenir notre activité, et, si les prix seront abordables pour tous, rien ne sera bradé car nous comptons sur votre soutien. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris XVIII^e

De 13h30 jusqu'au bout de la nuit. Reprendre la ville, journée d'échange et de réflexions entre militants, universitaires et habitants contre la gentrification et le flicage, pour l'autogestion, l'écologie et les alternatives. C'est organisé par Alternative libertaire, les Alternatifs, le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), le Parti pour la décroissance (PPLD), le Scalp-Reflex (et le Chat-qui-rail!). Au Chat-qui-rail, 72, rue Riquet. Pour connaître le détail des ateliers et spectacles, consulter: nopasaran.samizdat.net/spip.php?article1884

Mardi 29 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: «*Comprendre la crise*». Quatrième rencontre-débat: Abattre définitivement l'État ou la fin d'un cycle? En finir avec l'État providence (profiter de la crise, les PIGS et la Grèce). La réaction, de la résistance – ou des résistances (le retour à la Nation, à l'État? Ou alors?) Présentation de Bertrand Rothé, agrégé d'économie, journaliste à *Marianne*, et co-auteur d'un livre intitulé *Il n'y a pas d'alternative/30 ans de propagande économique* (édition du Seuil). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 2 décembre

Paris XI^e

À partir de 19h30. «*L'ai-je bien lu?*». Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Après la librairie, c'est encore la librairie! Thème du jour: La critique de la valeur. Francis, (simple lecteur) et quelques autres viendront discuter avec vous de ce bouquin qu'ils ont lu et aimé: *Temps, travail et domination sociale* de Moishe Postone. À la Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Ouverte tous les jours de 14 heures à 19h30 et le samedi de 10 heures à 19h30.

Samedi 3 décembre

Paris IX^e

15 heures. Agnès Bihl en concert. Feu follet tour à tour effronté et charmeur, Agnès Bihl ne mâche pas ses maux pour tirer à bout portant sur la bêtise au front bas. Bibliothèque Valeyre, 24, rue de Rochechouard. M°: Cadet. Entrée libre et gratuite.

Les 3 et 4 décembre

Chalette (45)

Salon du livre.

Vendredi 9 décembre

Vannes (56)

20h30. Débat «*Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme*», par le groupe libertaire Lochu-Ferrer (Fédération anarchiste Vannes-Lorient). Palais des Arts.

2^e festival du documentaire d'auteur, social et politique dans le 93

Organisé par : La Dionyversité, Le Vent du Ch'min, Le Docu-Club, Le Groupe Henry Poulaille



BOBINES REBELLES 2011

**BOURSE DU TRAVAIL
DE SAINT-DENIS**

26-27 NOVEMBRE de 10h30 à 22h

**Projections, débats,
bar, restauration...**

Entrée à prix libre

contact : dionyversite@orange.fr